



La Voix du Kamerun

ORGANE CENTRAL DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (U.P.C.)
Section Kamerunaise de l'Alliance Révolutionnaire des Peuples Africains (ARPA)

Publié par le Comité Central de l'U.P.C.

Nouvelle série
N° 53
Août-Sep. 1986

« Arme Immortelle du Peuple Kamerunais », l'U.P.C., parti révolutionnaire de Ruben UM NYOBE, Félix MOUMIE et Ernest OUANDIE, lutte pour une Réunification véritable, une Indépendance réelle, et

pour le bien-être des populations du Kamerun et d'Afrique, buts qui impliquent UN REGIME DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME.

Kamerun : 100 F
Extérieur : 6 FF

Editorial

BAS LE MASQUE !

par Marguerite EBELE

Paul Biya a présenté à l'Assemblée Nationale le projet de budget de l'Etat pour 86/87. Il a fait dans ce cadre un certain nombre de développements sur l'actualité. Le budget de l'Etat est de 800 milliards de F CFA pour l'exercice 86/87 contre 740 milliards pour l'exercice précédent.

Nos compatriotes seront sûrement comblés d'apprendre que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le pays avance en profondeur dans le renouveau. Nous n'en prendrons pour preuve que quelques domaines sur lesquels le président a eu à intervenir.

Le Masque en Economie...

Sur le plan économique « la consolidation du soutien de croissance économique ainsi que la poursuite et le renforcement de la politique d'assainissement de nos finances publiques » sont acquis. Lorsque l'on a à l'esprit la situation catastrophique des sociétés d'Etat à la tête desquelles P. Biya a réinstallé de nombreux anciens barons d'Ahidjo, hier accusés de tous les maux — mauvaise gestion, détournement, corruption etc. on est stupéfait. Lorsque l'on

sait encore que la Cellucam, cette grande unité industrielle d'Edéa, en cessation d'activité depuis 1982, vient purement et simplement d'être dissoute, on demeure ébahis. Quand on a en tête tous les appels d'offre faits ces derniers temps (à grands renforts de millions versés à des journalistes verreux et autres barbouzes) aux multinationales rapaces (France, Allemagne de l'ouest, Etats-Unis, Japon etc...) tant dans le secteur bancaire, agricole, qu'industriel, on est encore frappé par tant d'audace. M. Biya a demandé que le plafond d'emprunt de l'Etat pour le financement de divers projets soit porté à 250 milliards de F CFA, et on est tout de même en droit de se poser quelques questions.

Ces quelques éléments en matière économique indiquent les orientations prises par l'Etat du renouveau. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles ne traduisent pas de façon évidente la soi-disant consolidation et la prétendue volonté de maîtrise de notre économie. Quand bien même le régime argue du fait que « seulement » 460 milliards (sur 800 milliards) doivent servir au budget de fonctionnement, le reste allant aux investissements. Ce qui signifie

(suite page 2)

La croisade anti-démocratique du RDPC : Procès de tricheurs, verdict réactionnaire

DENI DE JUSTICE !

PAR ELENGA MBUYINGA

Le 26 juin dernier, la Cour suprême statuant en formation plénière, a émis un arrêt contre l'Union des Populations du Cameroun (UPC), en conclusion d'un procès intenté au nom de celle-ci par un citoyen kamerunais : le docteur Sendé Joseph.

La Cour, que présidait M. Nguihi, a avancé comme argument essentiel (soufflé par le Procureur général), quelque chose d'incroyable. Selon la version officieuse rapportée par le journal du gouvernement (en attendant communication officielle de l'arrêt de la Cour), *Cameroon Tribune* (1^{er} juillet 1986), le tribunal suprême « a déclaré irrecevable le recours de l'UPC, pour défaut de qualité d'estér en justice de ce parti ; le motif étant qu'il n'a pas soumis aux dispositions de la loi 67/LF/19 du 12 juin 1967 sur la liberté d'association. Une autre manière de reconnaître l'inexistence de ce parti au Cameroun ! ». (sic).

En termes plus clair : l'UPC dit qu'elle est légale ? Et elle l'inte à un procès pour que cette légalité soit reconnue dans les faits ? Voyons... Mais elle n'a pas... C'est d'intenter un procès puisqu'elle n'est pas légale. Donc elle n'existe pas. Point final. C'est tout simple.

Il s'agit d'un véritable déni de justice, d'un authentique détournement du droit !

D'ABORD LES FAITS

Tout le monde au Kamerun et dans toute l'Afrique sait que l'UPC est le premier parti vraiment

national dans notre pays, et le seul de cette envergure à avoir mené la lutte pour l'indépendance et la réunification. Fondée en 1948, elle a été arbitrairement « dissoute » par un décret du gouvernement colonialiste français du 13 juillet 1955. En même temps qu'elle, les organisations de masse de l'UPC furent aussi interdites dans tout le pays : il s'agissait de l'Union Démocratique des Femmes Camerounaises (UDEFEC), et de la Jeunesse Démocratique du Camerun (JDC). Ces mesures, qui furent une véritable provocation contre le Peuple Kamerunais, obligèrent celui-ci à engager la lutte armée pour l'indépendance, les colonisateurs français lui ayant désormais fermé toute voie pacifique pour sa libération. Cette guerre commença effectivement peu après.

En 1958, après avoir froidement assassiné Ruben Um Nyobe, Fondateur et Secrétaire Général de l'UPC, le Véritable Père de la Nation, la France, usant de la répression, des assassinats (comme en Indochine et en Algérie) et des magouilles, et grâce au soutien de ses alliés de l'OTAN, imposa son mouton Ahidjo à la tête de notre pays.

Mais cela ne pouvait suffire. L'UPC continuait son combat. Lorsque, le 1^{er} janvier 1960, fut proclamée l'indépendance du Kamerun, le pouvoir d'Ahidjo était si fragile qu'il déclarait lui-même que le Dr Félix Moumié, alors Président de l'UPC, prendrait peut-être un de ces jours le pouvoir à Yaoundé. C'est pourquoi, appuyé par la France,

(suite page 2)

DERNIERE MINUTE

LIBÉRATION DE 14 PRISONNIERS POLITIQUES !

Ainsi, à nouveau un « miracle » s'est produit ! M. Biya a réussi la performance de relâcher des citoyens qu'il n'avait jamais arrêtés...

Alors que notre journal était déjà sous presse, des informations concordantes, dès le samedi 23 août en fin d'après-midi faisaient état de libérations de personnes qui avaient été arrêtées d'octobre à décembre 1985, et qui étaient détenues depuis cette date, sans accusation, inculpation ni jugement. Dans le plus complet silence du gouvernement de M. Biya. Et tout comme il les avait fait arrêter en silence, le gouvernement a préféré commencer à les relâcher en silence, presque clandestinement.

(suite page 6)

LA CATASTROPHE DU LAC NIOS

Depuis Vendredi 22 août 1986, des émanations naturelles de gaz toxiques de la région volcanique située autour du lac de Nios près de Wum, ont fait plusieurs victimes.

L'Union des Populations du Cameroun et sa Direction sont profondément touchées par cette catastrophe.

En effet, les premières estimations situent à près de 2000 morts le nombre des victimes.

Communiqué de presse du Bureau Politique du CC de l'UPC

Le Bureau Politique de l'UPC a donné des directives, afin que tous les militants du Parti qui sont médecins ainsi que ceux qui ont une formation paramédicale, susceptibles d'être utiles dans cette situation, se portent volontaires et se mettent à la disposition des autorités, pour aller combattre le sinistre.

Cependant, il convient de rappeler que ce n'est pas la première fois que des personnes meurent au Cameroun par de

telles émanations de gaz naturel. La toute dernière, qui date du 15 août 1986, aurait fait 35 morts. Il était donc tout à fait possible de prendre des dispositions pour éviter la confusion que l'on constate actuellement et pour atténuer l'ampleur du désastre. En particulier, il est absolument inadmissible que sur le plan national, les services de santé se soient trouvés totalement démunis du moindre matériel adéquat pour faire face à cette situation.

La responsabilité du gouvernement Biya est très importante dans cette effroyable tragédie. Néanmoins, l'heure

n'est pas encore au bilan des responsabilités.

Pour le moment, notre Parti appelle tout notre peuple à se mobiliser pour venir en aide aux compatriotes de la région sinistrée.

Que notre peuple, une fois de plus, fasse preuve de son génie et de sa solidarité dans la difficulté.

Le 25 août 1986

Edouard Manga Dr. OYONO Samuel
Membres du Bureau Politique

SOMMAIRE

- 3. Le procès pour l'UPC
- 4. Perles du « Renouveau »
- 5. Le décès de Costa (suite)
- 6. Emilie Jacquot, encre.
- Prisonniers libérés (suite)
- 7. Le scandale Biya-Tillier
- La conjoncture économique
- 8. Situation économique
- 9. Colloque à Accra
- Un livre de G. Donnat

Page 9 :

Présentation du livre de G. Donnat :
« Afin que nul n'oublie »

EDITORIAL

(suite de la page I)

que près de 60 % du budget de l'Etat sont quasiment gelés ; ne servant pas à des activités productives, mais pour le « fonctionnement » de ministères qui ne fonctionnent pas, et dont on ne sait pas les trois quarts du temps ce qu'ils font de leur budget.

Et en politique...

Sur le plan politique P. Biya estime que l'Etat, c'est-à-dire lui, a respecté ses engagements. Et il demande aux camerounais de « s'ouvrir toujours plus largement à toutes les catégories sociales, d'assumer toutes les sensibilités nationales, de bénéficier des énergies et des lumières de toutes les forces vives dans leurs différentes manifestations qui sont autant de formes d'expression des intelligences... »

Il y a décidément de quoi rêver. La dictature a des délices impénétrables pour ceux qui sont de l'autre côté de la barrière. Il faut sûrement comprendre que « qu'ouverture » se traduit par enfermement en langue boulou, que « expression des sensibilités nationales » signifie parti unique, et que « qu'intelligence » veut dire « La voix de son maître ». Car comment comprendre qu'un chef d'Etat responsable d'un « pays de droit », puisse tenir pareils discours n'ayant pas le moindre rapport avec la réalité que vivent des millions de camerounais ?

Les centaines de personnes maintenues arbitrairement en prison et un moment menacées d'être transférées dans les multiples camps de concentration ne vivent probablement pas dans ce même pays... Le Dr. Sendé qui a été inquiété (et l'est toujours) après le procès pour la légalisation de l'UPC, a certainement touché à la sécurité de l'Etat ? L'UPC ne fait sûrement pas partie des forces vives de la nation (elle qui s'est battue la 1^{re} et pratiquement seule pour l'indépendance véritable et la réunification) ; elle n'est pas une sensibilité nationale puisqu'elle est composée de russes et de cubains... Et pourtant toutes les sensibilités nationales ont le droit d'expression dans ce pays de droit, droit entre autre codifié par la propre Constitution du RDPC-UNC, garantissant le multipartisme. Alors qui et quoi faut-il croire ? Les textes élaborés, rédigés par les hommes du pouvoir et censés réglementer la vie nationale, ou alors les discours complètement contradictoires de ces mêmes hommes ? Ceux qui s'avistent à respecter les lois sont mis en prison par ceux qui ne les respectent pas. En pays de droit la barbarie et l'arbitraire font la loi !

Non décidément il est plus que temps que M. Biya accorde son discours à sa pratique. A pratique dictatoriale, discours musclé. Car le discrédit qui pèse sur lui est de plus en plus grand, et il finit par être pris dans les mailles de son propre filet. Personne n'y croit plus, au point qu'il finit par être lâché par ses amis tel ce Sengai Kuo qui a pris le large à l'étranger, déclarant à qui veut l'entendre, qu'il « n'arrive plus à suivre Biya... ».

DENI DE JUSTICE

(suite de la page I)

Lorsqu'en matière de culture le président met en avant la profusion de journaux et de livres, c'est vraiment le comble. Des journaux réduits à reproduire les discours officiels au risque de se faire censurer ou tout simplement interdire, et où le sport et la rubrique « des chiens écrasés » tiennent lieu et place d'information pour l'essentiel. Quant aux livres, chacun essaiera de comprendre comment et pourquoi le régime les met à son actif, dans la mesure où ils sont tous publiés à l'étranger ; ceux édités et diffusés dans le pays étant souvent des essais de théorisation de la dictature du « renouveau ». Tous les livres, même timidement critiques (ou leurs auteurs) ont ou eu la vie dure sur le sol du « libéralisme communautaire ». Et à ce chapitre on peut aisément rappeler le tolé et la « mobilisation générale » qu'a soulevé l'affaire Tillier révélée en une minute par une chaîne de télévision française et par un journal français « L'Événement du jeudi ». Près d'une dizaine de numéros de Cameroun Tribune y ont été consacrés, des dizaines de motions de « soutien » sont arrivées de tout le pays, des communiqués ont été publiés, l'armée a été appelée à se tenir prête, le néocolonialisme a été découvert et dénoncé... Bref, un nouveau complot international (cette fois-ci) était découvert. Et pourtant, en même temps et paradoxalement cette affaire est qualifiée de fait divers... En tout cas il est des faits divers qui ont l'art d'ébranler et font l'effet de bombes atomiques...

Fragilité incurable...

Pour un régime stable, sûr de la confiance que lui accorde son peuple, convaincu de l'ouverture démocratique mise en œuvre etc... etc... il y a tout de même lieu de se poser des questions. Une chose est certaine aujourd'hui : c'est que dans toutes les erreances et les sinuosités de la politique « d'assurance et de maîtrise » de P. Biya, il y a une constante, une ligne ténue et même têtue : la panique est de rigueur (et là le mot est utilisé à bon escient). Quelques tracts sortent et des centaines d'arrestations se déclenchent. Un petit article est écrit et c'est le complot éventé, et la sécurité de l'Etat qui est en cause.

Ce sont là des signes que chacun doit saisir et comprendre : les actions musclées du régime ne font que traduire son désarroi ; mais cela ne signifie pas que les choses changeraient sans l'intervention des camerounais. Rien ne pourra changer si nos compatriotes ne prennent pas une part active au changement qui doit être imposé. Les familles des personnes arrêtées doivent se concerter et organiser l'action en commun, toutes les formes de protestation doivent être mises en œuvre pour refuser le retour évident à la politique d'Ahidjo, qu'on tente de couvrir par le slogan de « renouveau ». Rien ne se fera, rien ne changera, sans l'action organisée des camerounais.

M.E.

sa politique fut axée sur l'affaiblissement de l'UPC par tous les moyens. L'un de ceux-ci consista à essayer de rallier au moins une partie de notre parti à sa politique funeste.

C'est dans ce but que, le 25 février 1960 (deux mois à peine après la proclamation de l'indépendance), Ahidjo prit un décret qui abrogeait le décret français de 1955 interdisant l'UPC. Le lecteur peut lire page 3 un fac-similé de la page du journal officiel du Cameroun dans lequel fut publié le décret n° 60-46 du 25 février 1960. Signé par Ahmadou Ahidjo et son ministre de la justice d'alors, Charles Okala (qu'Ahidjo jeta dans prison deux ans plus tard, pour avoir refusé de se soumettre à la volonté du dictateur d'imposer le parti unique, ce que M. Biya continue allègrement aujourd'hui avec son RDPC-UNC...)

L'objectif d'Ahidjo était, évidemment, d'autoriser une « UPC légale » qui serait dirigée par Mayi Matip Théodore, renégat de l'UPC et dont le rôle dans l'assassinat de Um Nyobe est loin d'être glorieux, c'est le moins qu'on puisse dire.... Cette « UPC légale » serait ainsi opposée à l'UPC clandestine qui poursuivait la lutte contre le néocolonialisme naissant, de manière à torpiller notre parti en désorientant la masse des camerounais par la chansonnette des « divisions de l'UPC ». Mais la manœuvre s'avéra inefficace. Elle tourna court.

Toujours est-il que, quelles qu'aient été les mobiles d'Ahidjo, le fait reste que, depuis février 1960, l'UPC, l'UDEFEC et la JDC sont (à nouveau si l'on peut dire) légales dans le pays.

Et seuls l'arbitraire et la répression sanglantes ont, depuis cette date, permis de fait à Ahidjo de maintenir l'UPC hors de la scène politique légale. Tout comme l'arbitraire et la répression seuls lui ont permis, entre 1962 et 1966, de détruire progressivement tous les petits partis jusqu'à la légalité et qui refusaient de se rallier à son groupe pour former le parti unique qu'il imposa de fait à partir de 1966, travail que M. Biya veut continuer aujourd'hui. Parmi ces petits partis, rappelons celui du Dr Eydi Betié, ou celui d'André Marie Mbida...

M. Biya, « bardé de diplômes et juriste éminent » qu'il se veut, sait donc parfaitement que, au plan juridique, c'est-à-dire du point de vue du droit, et même en se limitant à leur propre système du droit, il n'y a pas moyen de contourner cette vérité qui veut que, depuis février 1960, l'UPC, l'UDEFEC et la JDC, sont parfaitement légales dans notre pays.

Tels sont les faits, et leurs conséquences inévitables.

LA FORFAITURE JURIDIQUE

La demande de l'UPC consistait donc, tout simplement, à faire en sorte que la Cour Suprême

fasse reconnaître au gouvernement son tort et le droit de notre parti à fonctionner normalement et ouvertement.

Or, que s'est-il passé ? La Cour, après avoir utilisé quelques arguments dans un premier procès en 1985, à cette fois en appel, utilisés un autre argument particulièrement fallacieux.

Selon les hauts magistrats qui n'ont délibéré que pendant 20 minutes à peine le 26 juin dernier, c'est parce que l'UPC n'a pas satisfait à la loi fédérale n° 67/LF/19 du 12 juin 1967 sur la liberté d'association, que notre parti serait illégal et donc, n'a pas le droit de parler en justice. En reprenant ainsi purement et simplement à leur compte, l'argument spécieux du Procureur général G.L. Djedjadjang (voir fac-similé de son mémoire p. 3 anglaise), les magistrats, en se soumettant au dictat du pouvoir, ne pourront pas prétendre avoir fait honneur à leur robe et à la Justice de notre pays. En acceptant de présider à une pareille farce, le président Nguini ne pourra pas prétendre, sans avoir un peu mal à sa conscience, qu'il est resté fidèle au jeune magistrat des années 1960, dont nous rappelons par ailleurs quelques paroles de cette période. Mais hélas, le parti unique a transformé tant et tant de nos intellectuels en de véritables adeptes inconditionnels de cette forme de vie sans tête ni queue, sans principe et sans direction.

Car de quoi s'agit-il ? La loi n° 67/LF/19 qui est invoquée, fixe, à partir de la date de sa publication, donc le 12 juin 1967, la procédure à suivre pour constituer une association voulant fonctionner légalement. Puisqu'elle n'a pas d'effet rétroactif, elle ne peut s'appliquer, et ne s'applique pas, à des associations qui, comme l'UPC, sont déjà légales à la date de la promulgation de cette loi. Car, rappelons que l'UPC est (à nouveau) légale depuis le 25 février 1960 ! Mais il y a plus.

Dans cette même loi, l'article 38 prévoit explicitement que des décrets d'application précisent les modalités d'application de la loi en ce qui concerne les associations agréées et les partis politiques. Or, ces décrets d'application n'ont jamais été publiés, comme par hasard ! La Cour Suprême le sait parfaitement.

Et c'est donc cela que les hauts magistrats, assemblés dans la formation plénière de la juridiction la plus élevée du pays, ont validé le 26 juin 1986 !

Un vrai déni de justice qui restera comme tel dans l'Histoire du Cameroun comme une page pas très glorieuse de la carrière de ceux qui, ce jour-là, et pour faire plaisir au pouvoir politique en place, renoncèrent à leur honneur.

E.M.

PANIQUE POUR TERRORISME

Lundi 11 août, Gnassingbé Eyadéma, dictateur du Togo, annonçait qu'il venait de découvrir le 29^e « complot » : celui-ci visait, selon le gouvernement togolais, à détruire l'ambassade des Etats-Unis à Lomé. Tous les observateurs qui sont au courant de la manigance du général Eyadéma sur les complots, ont souri un peu.

Or, ce même jour, un million-sommet de chefs d'état et francophones a été tenu en Côte d'Ivoire, autour de Houphouët-Boigny. Se sont retrouvés là, Eyadéma, Bongo du Gabon, Biya et Mobutu. Pourquoi ceux-là ?

C'est Bongo qui a donné à la presse la réponse à la question, à son retour à Libreville le mercredi 13 août : « la rencontre était

centrée sur les questions de sécurité, et les cinq pays qui participaient au sommet ont été l'objet de menaces terroristes », a déclaré Bongo.

Sans blague ? La menace terroriste contre le Cameroun, ne serait-elle pas tout simplement la menace de Jacques Tillier ? Ou alors les journalistes français qui ont ébruité l'affaire ?

A moins que l'on ne commence à comprendre, à Yaoundé, que le terrorisme d'état instauré par Ahidjo et que l'on veut absolument continuer contre la volonté des camerounais, commence à devenir une menace grandissante contre la paix dans notre pays... Mais alors dites-le clairement.

LA MORALISATION ET LA RIGUEUR

En juin/début juillet dernier, M. Mvogo Damas, « homme d'affaires » bien connu à Yaoundé mariati sa fille. Les affaires de M. Mvogo consistent souvent à jouer l'entrepreneur pour empêcher des profits. Mais après tout, il n'est pas le seul dans les meilleurs dirigeants du parti unique. Alors passions.

La ville de Yaoundé, ni aucune autre ville camerounaise n'a parlé à M. Mvogo, assez digne d'abriter le mariage de sa fille. Celui-ci s'est donc déroulé à Paris. Mais pas n'importe où dans la capitale française : précisément au Pavillon d'Ermenonville.

Pour l'événement, M. Mvogo Damas a payé pas moins de

50 billets de 1^{re} classe aller-retour à la Camair. Le repas a eu lieu dans un des restaurants les plus chers de Paris. Le « Whisky à gogo » a été réservé le dimanche lendemain du mariage. Nous ne dévoilerons jamais quel fut le cadeau de mariage du père de la mariée à sa fille et à son gendre : un appartement à Paris, et un autre à Yaoundé. Prix de chacun : 75 millions CFA.

Dites moi : où est-ce que la bourgeoisie néo-coloniale prend tout cet argent ? Quel est l'état des rues de Yaoundé, de Douala, etc... Où sont les écoles, les collèges, les dispensaires, les facultés ? De qui se moque-t-on ?

AGITATION

Dans une récente causerie avec Cameroon Tribune, Etémé Ndidi Emmanuel, syndicaliste-métron, a fait part aux journalistes de ses inquiétudes.

Parler sérieusement et avec rigueur (1), « des secteurs les plus névralgiques à cause de ce que certains qualifiaient d'agitations qui s'y manifesteraient » (ad-

mirez le sens du conditionnel !), il a cité entre autres : « l'enseignement primaire, le bâtiment et travaux publics, le port, les industries alimentaires, métallurgiques et chimiques, la sécurité intérieure, la pêche maritime, etc... » (sic).

En somme, pratiquement tous les secteurs sont névralgiques. Et l'agitation est presque partout. Quand on vous dit que

tout va très bien, A-VEC LE RE-NOU-VEAU ! Encore : tout Va très Bien, A-VEC le Re-Nou-Veau ! (Adjé !)

PROCÈS POUR LA LÉGALISATION DE L'UPC ET TRICHERIES DU RDPC

OÙ EST PASSÉE LA VALISE DE M^e BRAUN ?

Le 17 juillet dernier, Maître Pierre Braun, avocat à Paris, de nationalité française, a fait part, dans une causerie avec le public (presqu'entièrement camerounais), de la véritable épopee qu'il a vécue à l'occasion de son voyage au Cameroun. Il était allé dans notre pays, plaidant, comme conseil de Joseph Sendé et de l'UPC, au procès pour la reconnaissance dans les faits, du droit de notre parti à fonctionner légalement. Les ennuis de Me Braun avec le régime camerounais, la presse française n'y a nullement vu une violation grossière des droits de l'homme, et, à l'exception du *Matin de Paris*, cette presse a gardé un silence lourd de signification...

Arrivé à l'aéroport de Douala le lundi 23 juin 1966 en vue de préparer sa plaidoirie après avoir pris connaissance du dossier sur place, et plaider le jeudi 26 à Yaoundé devant la Cour Suprême réunie en formation plénière, l'avocat français a été l'objet d'une véritable tentative de l'empêcher de plaider.

UN ROMAN FEUILLETON

Voici en effet les faits, tels qu'ils ont été rapportés par Me Braun lors de cette causerie du 17 juillet.

Débarquant de l'avion à Douala le 23 juin vers 17 h 30, il a été retenu à l'aéroport jusque vers 1 h du matin (le mardi 24 donc). Le temps de laisser le dernier avion pour Yaoundé s'en aller ; bien entendu tout ceci par hasard. Un simple hasard malencontreux.

En effet, de 17 h 30 à aussi tard dans la nuit, le commissaire Ondo, la police des frontières, commença par s'ingénier à trouver à l'avocat un quelconque délit : « le bâtonnier camerounais était-il informé de votre arrivée ? Avez-vous régulièrement votre domiciliation chez un avocat camerounais comme le prévoient les Accords franco-camerounais en pareil cas ? »...

Le tout sur un ton sec, que seuls savent avoir certains fonctionnaires du « renouveau ». C'est seulement après 1 h du matin qu'Ondo devint un peu plus poli.

Or, naturellement, l'avocat français avait pris soin de satisfaire à toutes les formalités légales.

Une fois le dernier avion pour Yaoundé parti, et après s'être assuré que la valise personnelle de l'avocat avait été raffînée (par qui voulez-vous que ça soit ?), Ondo et ses collaborateurs conseillèrent alors à l'avocat de chercher une chambre en ville à Douala. Ce qui fut fait au Sawa Novotel, bien connu de tous les camerounais et des touristes informés, comme un repaire d'espions du gouvernement et de prostituées. Ondo promit alors que tout serait réglé le lendemain matin, mardi 24, et demanda à Me Braun de revenir vers 6 h 45. Le chef policier proposa aussi de faire retrouver et rapporter la valise de l'avocat. Or, autant le dire tout de suite au lecteur, Me Braun n'a jamais retrouvé sa valise, et est donc rentré dans son pays sans ses effets personnels qui s'y trouvaient : il a même plaidé à Yaoundé sans sa robe d'avocat, dans les conditions que nous allons voir. Cela, c'est du renouveau, car sous Ahidjo, on ne plaidait pas du tout. Alors soyez contents tout de même...

Le mardi 24 juin, 6 h 45, Me Braun se présente aux services d'Ondo : celui-ci est absent, conformément à « l'heure CFA » qui est l'heure légale dans la fonction publique, y compris sous le renouveau... Lorsque, vers 14 h 30, l'avocat peut enfin être reçu par le commissaire, c'est pour que ce dernier lui annonce qu'il n'a toujours eu aucune instruction de Yaoundé sur la conduite à tenir.

Rentré à son hôtel, Me Braun voit le commissaire Ondo se présenter vers 17 h, pour lui annoncer le refus des autorités de le laisser continuer son voyage vers Yaoundé : donc pas question pour lui de plaider. Il va être refoulé sur Paris le soir même, par le vol UTA de 22 h. Bien rompu au

A. OBADJELE

PASSÉ LOURD

métier, Ondo ajoute même, rassurant : le vol est déjà plein, mais ça ne pose aucun problème, pour éviter un passager OK et vous trouver une place. Rentrez-vous donc à l'aéroport vers 20 h 30. Bien que l'avocat demande notification écrite de la décision qu'on vient de lui annoncer, il devra se contenter des paroles du policier. Nous sommes en plein « état de droit », comme le prétendent les « spécialistes du Cameroun » et autres politologues, tel ce M. Jean François Bayart dans sa revue *Politique Africaine*, revue française écrite pour les Africains...

INCROYABLE RETOURNEMENT

C'est pourtant dans les trois heures qui vont suivre cette entrevue de 17 h au Sawa Novotel, que tout bascule et se renverse, ce mardi en fin d'après-midi.

Le matin, par précaution, l'avocat avait fait prévenir son bâtonnier à Paris. Ce dernier a touché son gouvernement, en l'occurrence le ministère des droits de l'homme, et, plus précisément le cabinet du ministre.

Mardi 24 juin, vers 18 h 30 : Dans sa chambre d'hôtel, Me Braun reçoit un coup de téléphone. Au bout du fil, le 1^{er} Vice-Consul de France à Douala. Le Consul vient en effet d'être alerté par le cabinet du Dr Malhuret, ministre français des droits de l'homme. Depuis Paris. A partir de là, tout se précipite. L'avocat et le vice-consul téléphonent à l'ambassadeur de France à Yaoundé. Celui-ci leur promet tout de suite d'intervenir au plus haut niveau » (sic).

Mardi 24 juin, vers 20 h : Stupéfaction ! Alors que Me Braun aurait dû partir de son hôtel vers l'aéroport pour être refoulé par le vol UTA de 22 h, le commissaire Ondo, qui n'ose plus se présenter lui-même à l'avocat, envoie son adjoint qui annonce à l'homme de droit français : « contre-ordre de Yaoundé ; votre plaidoirie est autorisée ; vous pouvez aller demain à Yaoundé ». C'est-à-dire le mercredi 25 juin.

Prudent (et on le comprend), l'avocat se fait désormais accompagner par le Vice-Consul pour se faire reconnaître officiellement le droit d'entrée en territoire camerounais. On lui « conseille » cependant à Douala, avant son départ pour Yaoundé, d'aller là-bas voir le chef de la police des frontières, « qui vous expliquera ce qui s'est passé » (sic).

Et c'est ainsi que Me Braun finit par atteindre Yaoundé le mercredi 25 juin seulement.

Courtois, il remplit les formalités successives depuis Douala par Ondo, et même plus encore. C'est ainsi que le ministre de la justice qu'il voit, déclare « je ne suis pas au courant » fablie qui lui répondit pourtant le Procureur Général Djedjjang. Quant au chef de la police des frontières qui le reçoit, il dit à l'avocat : « je vous présente mes demi-excuses. Excuses car vous étiez parfaitement en règle et par conséquent, on n'aurait pas dû vous refuser à Douala. Mais demi-excuses seulement car après tout, ce procès dans lequel vous allez plaider, c'est quand même un procès subversif ! Et vous-même, M. Braun, vous avez avec un passé plutôt lourd ... » (sic).

Alors, c'est ça l'état de droit ? Avec plein de juristes au gouvernement ? C'est donc ça le « renouveau » ?

Et pour finir, où est donc passée la valise personnelle de Maître Braun ? Est-ce que l'on va aussi désormais arnaquer les étrangers, comme on le fait depuis plus de 25 ans avec le peuple camerounais ? Il ne faut pas avoir honte de ce qui s'est passé : il faut, même avec retard, renvoyer la valise à son propriétaire. Ou à défaut, dédommager-le ! C'est une question de principe, et aussi d'honneur national ! Si seulement ce mot a un sens au RDPC.

PASSÉ LOURD

Le chef de la police des frontières de M. Biya a cru intimider Me Braun, en parlant du « passé lourd » de l'avocat. Il aurait mieux fait de remettre plusieurs fois sa langue avant de causer.

Au moment où, dès 1950-51, Pierre Braun, comme d'autres avocats anti-colonialistes français, venait au Cameroun plaider pour les nationalistes de l'UPC en lutte contre le colonialisme français, les Ahidjo, Biya et autres chefs de police du « renouveau » RDPC-UNC, étaient alors dans le « camp colonialiste, contre l'idée même d'indépendance. Ou alors, ils étaient politiquement inexistants.

Maire Pierre Braun a si bien mérité la confiance de Umar Nyobe et ses compagnons de lutte, qu'il reçut, en signe de gratitude, la carte de membre (d'honneur) de notre Parti, signée de la main du Mpolod en personne. Ce sont les faits. L'avocat, comme d'autres, ne souhaiterait sans doute pas qu'on en parle, car ce qu'il fit, il le fit d'abord par conviction, et non pour être félicité. Mais, il est important, quand montent des prétentions malsaines et déplacées, de la part de ceux-là même qui, quoique camerounais, furent absents de la lutte pour

l'indépendance, il est donc important dis-je, que certains faits soient rappelés. Après tout, c'est cela l'histoire vraie. La seul digne d'être racontée, écrite et entendue.

Ainsi encore à propos de cette autre prétention : le nouveau Grand Camarade aurait été upciste. Il faut alors rappeler ceci : dans les années 1955-60, alors qu'étudiant à Paris, il pouvait, comme tout autre, adhérer à l'UPC, Paulo n'en fit rien. Plus encore, il n'adhéra même pas à l'UNEK, syndicat de tous les étudiants. Il logea pourtant à la Résistance Universitaire Jean Zay, à Antony, un des hauts lieux de bouillonnement des étudiants africains. Mais rien. Il se contentait de jouer au tennis le dimanche, et de répéter à qui voulait l'entendre, les conseils que lui donnait Aujoulat : « la politique, faut pas s'en mêler ; faut pas se mêler de ces histoires là, etc, etc ». Rien d'étonnant donc si par la suite, Aujoulat se récommenda à Ahidjo. Depuis, vous connaissez ce qui arriva.

Alors, « passé lourd » pour Me Braun ? Oui, un passé d'ami anti-colonialiste du Peuple Camerounais. Le vrai « passé lourd » négatif, c'est celui de ceux qui ne firent rien pour l'indépendance. On pourrait l'oublier, ça ; mais encore faut-il au moins que ces absents d'hier soient un peu modestes aujourd'hui.

A.O.

ABUI MAMA...

Bandolo a un nouveau fils. Après Myé Mintsa, Bandolo confirme avec son deuxième fiston : celui-ci s'appelle Abui Mama. Il s'agit évidemment d'enfant en grimage...

Le 1^{er} juillet 1966, dans *Cameroon Tribune*, Abui Mama, jusqu'à l'obscur, s'est mis en avant, au premier rang, pour, dit-il, restituer la vérité à (sic). Sur quoi donc ? Sur des « intoxications Matinales ». C'est-à-dire, d'après Abui, « une histoire malheureusement entachée de trop d'irrégularités » que le journal français *Le Matin de Paris* a rapportée le 26 juin. Le lecteur a deviné qu'il s'agit des ennuis faits à Me Braun à Douala et dont il est question dans ces colonnes.

En fait de vérité donc, Abui prétend que « La vérité est qu'il (Me Braun) a été retenu pour des questions de contrôle d'identité et de vérification. Contrôle auquel il ne voulait pas se soumettre » (sic).

Un mensonge aussi grossier ferait mourir de honte toute personne ayant un minimum de dignité. Mais la sienne, Abui l'a vendue au double : le ventre, je vous assure... Le ventre !

Le commissaire Ondo, qui fut au cœur de l'affaire, pourrait peut-être dire à Abui qu'il exagère un peu quand même son grimage... Mais Abui reproche ensuite à Me Braun de n'avoir pas su, à son retour en France, se faire l'avocat « de la manière dont le procès du 26 juin s'est déroulé » (sic).

Alors, je porte à la connaissance de Mama Abui la chose suivante : Me Braun a effectivement signalé, devant un public camerounais pourtant composé essentiellement d'opposants au régime RDPC-UNC, que « dans la forme, le procès fut assez correct » (cité de mémoire, mais l'idée est fidèlement rapportée). Alors voici la situation : (1) Me Braun n'était pas obligé de le dire ça ; (2) Vu le public auquel il parle, il aurait pu, par démagogie, pour plaisir à ceux qui l'écoutaient, essayer de raconter n'importe quoi, ce que au moins certains de ses auditeurs auraient peut-être souhaité entendre, également sur la forme du procès ; (3) il n'a pas fait cela, il s'est efforcé

de rapporter ce qu'il a vu et vécu. Alors nous disons que c'est une preuve de plus (si l'en fallait une) de son objectivité et de son honnêteté.

Les mensonges d'Abui

Mama, que le commissaire

Ondo et le chef de la

policie des

frontières eux-mêmes

démontrent, nous empêchent, malheureusement de ranger lui, dans la même

catégorie des gens honnêtes.

Et encore. Il reprochait,

dans sa diatribe toute faite

de mensonges, aux journalis-

tes

du Matin de Paris,

d'avoir raconté « tant d'in-

côherences et d'affabula-

tions, qu'ils avaient dû écri-

re leur anecdote de très

grand à Matin » (sic). On a

l'humour qu'on peut avoir.

Et les lourdeaux l'ont plutôt lourd.

Mais entre se tromper sur

des détails, comme l'ont fait

les journalistes du Matin de

Paris (Me Braun n'a pas été

arrêté pendant trois jours

dans les locaux de la police)

d'une part et avec l'excuse

d'avoir écrit trop tôt « le

Matin » ; entre cela donc,

et écrire délibérément des

mensonges parce qu'on

cherche de midi à quatorze

heures comme « Intoxiquer

» tout un Peuple, (et cela

sans même l'excuse de

n'être pas encore bien réveillé), eh bien, nous saurons maintenant qu'Abui choisit avec plaisir le 2^e cas. La politique du ventre, je vous répète... Le ventre d'Abui.

Amon MUKWEDI

PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

Décret n° 60-46 du 25 février 1960

Abrogant le décret du 13 juillet 1955 portant dissolution de l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.), de la Jeunesse Démocratique du Cameroun (J.D.C.) et de l'Union Démocratique des Femmes Camerounaises (U.D.E.F.C.).

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DE L'ETAT,

Vu l'ordonnance n° 58-1375 du 30 décembre 1958 portant statut du Cameroun;

Vu la loi n° 59-2 du 18 février 1959 tendant à fixer le fonctionnement des pouvoirs publics, modifiée par l'ordonnance n° 60-1 du 1^{er} janvier 1960;

Vu la loi n° 59-56 du 31 octobre 1959, accordant au Gouvernement le pouvoir de légiférer et de préparer la constitution camerounaise;

Vu le décret du 13 juillet 1955 portant dissolution d'une association au Cameroun, et l'arrêté n° 4809 du 18 juillet 1955 le promulguant;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRETÉ :

Article premier. — Est abrogé pour compter de la date de signature du présent décret, le décret du 13 juillet 1955 susvisé, promulgué au Cameroun par l'arrêté n° 4809 du 18 juillet 1955.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 25 février 1960.

AHMADOU AHIDJO.

— Par le premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

CHARLES OKALA.

Recueil n° 60-64 du 12 mars 1960

u décret n° 60-50 du 1^{er} mars 1960 portant répartition des sièges et sectionnement électoral pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale.

LE RENOUVEAU EN MARCHE...

FOCHIVÉ ROULE POUR BIYA

Pendant 25 ans, le couple Ahidjo-Fochivé a toujours fait penser au couple Répression-Sanglante. Beaucoup de camerounais ont encore la chair de poule lorsqu'on prononce l'un de ces noms à côté d'eux. Si Ahidjo se promène librement et en principe de capitale en capitale, Fochivé la court douce dans le pays. Quand Ahidjo jure au Japon qu'il va rentrer bientôt, Fochivé lui rétorque amicalement que lui, il n'est jamais parti. Bien que ses mains soient pleines de sang de camerounais. Le renouveau de Biya a non seulement bien lavé ses mains, mais aussi les a bien assoupies. Fochivé a donc « démocratiquement » voté aux dernières élections des responsables du RDPC.

Que fait Fochivé sous le renouveau de Biya ? C'est la question que se posent beaucoup de compatriotes. Autant

on avait fait du bruit lorsqu'il a été démis de ses fonctions précédentes, autant Biya semble cacher ses nouvelles attributions. Il est évident que le tortionnaire Fochivé n'est pas au chômage. Ce serait très dangereux pour le régime. Le tortionnaire est donc à l'œuvre. Surtout en ce moment où les tristes méthodes d'Ahidjo-Fochivé ont pris comme un coup de Renouveau ! Et de source sûre, on apprend que Fochivé est à l'œuvre à la Présidence de la République. Aux côtés de Biya Paul. Au service des sévices. Pour le renouveau de la torture. Et autres méfaits dont il a fait preuve aux côtés d'Ahidjo. Non loin de Biya !

No dit-on pas que qui se ressemble s'assemble ? Mengueu, Biya, Fochivé. Le beau trio. La belle équipe de renouveau famboyant. Ahidjo a de quoi mourir de jalouse. On comprend maintenant pour-

quel il tient tant à revenir. Qui lui donnerait tort ? Puisque Mengueu, Fochivé et autres sbires ont repris du service. Emprisonnent et torturent de jeunes cadres. Comme au bon vieux temps. Comme il le leur a appris. Comme ils ont fait ça ensemble. En se gavant et en se lavant les mains au champagne. Comme des professionnels de ce qu'on appelle aujourd'hui le RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE. Et que Biya disait qu'il allait changer. Mais qu'il continuera de faire en cachette.

Les actes du chef de l'Etat, on nous en abreuve à la radio et à CT régulièrement. Même pour les nominations de femme de ménage. Mais Biya s'est-il caché pour nommer Fochivé à ses côtés ? Comme dirait Sengat Kouch, cet homme ne tient pas ses promesses.

M.Z.



Le quartier général du SEDOC-DIRDOC-CND où Fochivé régnait pendant environ 20 ans sous Ahidjo. Récemment, M. Biya et son ministre ont rebaptisé la police politique en CENER (Centre National d'Etudes et de Recherches). Comme l'UNC est devenue le RDPC, le nom change, mais le contenu et la fonction répressive demeurent. Ce bâtiment, à Yaoundé, est pour l'essentiel sous terre. Le lac de Yaoundé est tout proche. On torture et ensuite... les corps sont envoyés au fond du lac. Le lac du renouveau !

FOCHIVE-EKANI DENIS : MÊME COMBAT !

GORDJI DINKA EN DANGER !

Selon des sources sûres mais qui préfèrent garder l'anonymat pour des raisons évidentes de sécurité, Maître Dinka, ancien bâtonnier, serait toujours en résidence surveillée. SA VIE SERAIT EN GRAVE DANGER ! L'UPC tient à mettre solennellement en garde M. Biya : si par malheur l'irréparable se produisait pour la vie de DINKA, le gouvernement serait tenu pour responsable de ce meurtre !

**LA VOIX DU KAMERUN EST PRÉSENTE
À LA TRADITIONNELLE FÊTE DE L'HUMANITÉ
À PARIS : VISITEZ SON STAND DANS
LA CITÉ INTERNATIONALE DE LA FÊTE**

(13-14 Septembre 1986)

CULTE DU CHEF ET GRIOTISME

Le renouveau est là, et bien là. Quelle différence en effet, par rapport à l'époque d'Ahidjo ? Ou pardon, par rapport à l'époque du « prédecesseur de Son Excellence Le Président Paul Biya, Grand Camarade » ? En voici une, de différence, prise au hasard.

— Sous Ahidjo, exemple de motion de soutien au Grand Camarade, par Muna Tandeng, Mayi Matip, et compagnie, publiée dans Cameroon Tribune, 20-21 juin 1982, soit environ 4 mois avant la démission du dictateur :

« ... Considérant les efforts inlassables déployés depuis 1958 par Son Excellence Ahmadou Ahidjo, en vue de concrétiser le rêve d'unité nationale nourri par le Peuple Camerounais ; ... Considérant que le caractère providentiel de sa mission lui a permis, dès le début de sa carrière politique, d'entrevoir les aspirations d'unité nationale du peuple camerounais et que, au stade actuel de notre évolution, sa vision et sa

clairvoyance légendaire lui permettent de conduire le développement total et irréversible de la nation camerounaise vers des cimes de progrès encore plus élevés... ».

— Sous Biya, après la visite de ce dernier aux Etats-Unis du 26 février au 6 mars 1986, et pour souligner l'amélioration des relations entre les deux pays, Mvè Mintsa note que c'est « Une amélioration qui tient surtout au fait que l'homme du 6 novembre 1982 a fait montrer des qualités exceptionnelles d'un chef d'état d'une dimension jusqu'ici insoupçonnée. Qualités qui ont éclaté aux yeux du monde lors des tristes événements du 6 avril 1984 ayant gravement menacé la stabilité de nos institutions et la prospérité de notre économie... » (Cameroon Tribune, 19 juin 1986).

En effet, quelle différence, et quel renouveau !

INFORMATIONS BRÈVES...

Pétrole :

• La production pétrolière a officiellement été de 8,17 millions de tonnes en 1985, dont 6,25 millions de tonnes produits par Elf-Serepca. On s'attend à une production de 9 millions de tonnes en 1986.

• En 1985, les exportations de pétrole, ont représenté 70 % des exportations totales du pays. Malgré tous les discours, la dépendance du Cameroun vis à vis du pétrole n'a donc cessé de croître au fil des ans. Il représente même actuellement 12 % de la valeur ajoutée de l'économie camerounaise.

• La chute des cours du brut entraîne pour l'année en cours un manque à gagner de 391 milliards de F CFA pour les recettes d'exportations pétrolières et 87,5 milliards pour les redevances versées à l'Etat par les compagnies. Il faut rappeler ici que seules les redevances pétrolières figurent au chapitre des recettes budgétaires de l'Etat.

Statistiques... incroyables :

• Selon les statisticiens officiels, la famille camerounaise « de condition moyenne » dépense ses revenus comme suit :

- produits alimentaires : 33,6 %
- boissons et tabacs : 10,3 %
- dépenses de maison : 14,6 %
- habillement : 16,3 %
- transport : 10,5 %
- hygiène et santé : 5,1 %
- Loisirs : 5,1 %

— Scolarités-services divers : 4,6 %. Ces statistiques pour le moins époustouflantes ont, il est vrai, l'incroyable avantage que ni les revenus de la « famille de condition moyenne » ni même le nombre de têtes que compte cette famille ne sont nulle part précisés. Ce qui permet évidemment toutes sortes de manipulations.

**TEXTE DU TÉLEX
N° PRESID B 8595
envoyé le 14 août à M. Biya**

Excellence,

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance l'autorisation de rapatriement à Ndiitimiki, sa ville natale, de la dépouille mortelle de Emock Elang Thomas, vétéran de la lutte pour l'indépendance et le progrès du pays, décédé le 12.8.86 à Luanda.

Veuillez accepter, Excellence, l'expression de ma haute considération.

Aut nom du Secrétariat du Comité central de l'Union des Populations du Cameroun

Siméon KuiSSU
Secrétaire général-adjoint de l'UPC
B.P. 32 Nogent-sur-Oise
60101 CREIL Cedex France

POUR CONTACTER L'UPC

* A l'étranger, vous pouvez écrire à :
**Docteur Siméon KUISSU
BP 32 Nogent-sur-Oise
60101 CREIL Cedex (France)**

* Au Cameroun même, il faut chercher le contact avec les militants clandestins de l'UPC ou du MANIDEM.
Avec précautions et vigilance.

ABONNEZ-VOUS À LA VOIX DU KAMERUN

Pour un an : 5 000 CFA ou 100 FF
Soutien pour un an : 10 000 CFA ou 200 FF

EMOCK ELANG

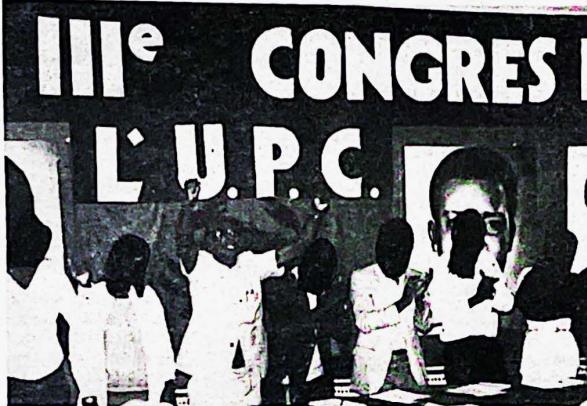
(suite de la page 1)

Emock Elang occupait une place particulière dans la lutte du Peuple kamerunais. On ne saurait parler de lui comme d'un doyen ayant simplement survécu au fil des ans à diverses phases de cette lutte : il a été l'homme de tous les combats, et souvent l'un des premiers éclaireurs ou organisateurs de ceux-ci, le collaborateur associé aux plans et décisions de la Direction de l'UPC depuis plus de vingt quatre ans.

Certes, on compte encore dans le pays de nombreux anciens militants de la première heure de l'U.P.C. Mais il suffit d'évoquer le parcours politique de la plupart d'entre eux dès les premières années de la répression coloniale et néocoloniale armée pour souligner les mérites révolutionnaires des rares patriotes qui, comme Emock Elang Thomas, n'ont été tentés ni par le ralliement au régime néo-colonial ni par les manœuvres opportunistes.

L'actuel régime kamerunais est truffé d'anciens upcéistes dans tous les rouages de l'appareil d'Etat et du parti unique. Brisés par la répression et retournés contre l'UPC par la police politique ou ralliés volontaires pour bénéficier des faveurs du régime, ces anciens membres de notre parti en sont souvent devenus les pires ennemis et s'affichent volontiers comme des partisans ultra-révolutionnaires et bornés du néo-colonialisme.

D'autres militants de la première heure de l'UPC ont tout simplement abandonné toute activité politique organisée depuis parfois plus de deux décennies, se contentant, à la faveur des épisodes de l'actualité, de se proclamer détenteurs de la « légitimité » du parti ou président, secrétaire général, leader-mandataire etc, selon la fantaisie de chacun.



Au 3^e Congrès de l'UPC, en 1982, COSTA à la présidence



Ceux qui ne peuvent plus se revendiquer upcéistes par leurs actes et leur engagement quotidien, sont souvent les plus bruyants à se proclamer upcéistes voire dirigeants de l'UPC en paroles. Et dans cette dernière catégorie d'upcéistes qui n'ont plus pour argument que d'avoir « connu UM » ou d'avoir « travaillé avec Moumié », ont trouvé hélas de tout ; notamment des éléments ayant adhéré au parti néo-colonial et servi de mille manières le régime d'Ahidjo soit pour provoquer des ralliements de marquisards ou d'exilés politiques dans les années soixante, soit pour entretenir un désordre plus ou moins réel dans les rangs de l'opposition dans le but de dégrader le prestige de l'UPC auprès des masses et de l'opinion internationale, dans les années 70 et 80.

Par l'exemple de sa constance dans la lutte et de sa combativité, Emock Elang était la mauvaise conscience de tous les ralliés et des opportunistes fatigués. Il était la preuve vivante que le ralliement et l'abandon plus ou moins déguisé de la lutte ne relèvent pas de la fatalité et moins encore de la sagesse politique. Plus grave encore aux yeux de toutes sortes de fossoyeurs de l'UPC, il témoignait de la continuité historique de notre parti, au moment où ceux-ci voulaient

imposer une distinction entre « l'UPC originelle » et « l'UPC marxiste », pour opposer l'une et l'autre !

Mieux, le hasard a voulu qu'Emock Elang incarne dans le combat jusqu'à son dernier souffle non seulement « l'UPC originelle » — comme militant de première heure, mais « l'UPC de toujours et de demain », alors que ceux qui théorisent sur le « Nkaa Kundé » avec des relents de tribalisme prétendent opposer « l'UPC marxiste » à « l'UPC de UM » !

Sans doute nous sera-t-il donné de revenir plus d'une fois sur l'épopée du grand patriote Emock Elang Thomas, une des figures, les plus authentiques et les plus marquantes de notre combat, parce que ce Doyen du Comité Central de l'UPC n'était pas qu'un Doyen. Il restait, malgré l'érosion des ans, et les conséquences d'une méchante hypertension aggravée par les épreuves de la lutte et de la vie, un des dirigeants les plus solides, les plus dynamiques de notre Parti.

L'exemple d'Emock Elang rappelle que ce serait pure supercherie que de se vouloir fidèle à « l'UPC originelle » en prétendant ignorer la continuité de celle-ci dans son combat ininterrompu —

quand on a soi-même milité par éclipses —, et en tenant pour « un groupe » les organismes et les militants qui ont permis à l'UPC de survivre aux coups de boutoir du néo-colonialisme et qui l'incarnent aujourd'hui. Le silence cynique de certains de nos compatriotes sur la situation de plusieurs dizaines de militants et dirigeants de l'UPC arbitrairement arrêtés depuis octobre 1985 et libérés seulement le 23 août 1986, ce silence de compatriotes qui appelaient pourtant à l'unité (sur la base de la dénonciation de toute idéologie et en particulier du marxisme-léninisme..) donne à réfléchir.

La lutte contre le néo-colonialisme, complexe à plus d'un titre, parce qu'elle n'oppose pas simplement des nationaux à un pouvoir étranger d'occupation, mais pénètre en profondeur les contradictions de classe et heurte toutes sortes d'intérêts d'Etats, ne peut être menée et surtout dirigée qu'avec le genre de convictions révolutionnaires profondes qui caractérisaient Emock Elang.

Costa ne traînait pas des états d'âme démobilisateurs tels des rhumatismes, mais exaltait au courage et à la combativité. Comme tous ceux qui « en ont vu d'autres », il pouvait donner l'impression d'un optimisme bâti et d'une évaluation peu rigoureuse du rapport des forces ou de « l'état de l'organisation ». En réalité il faisait appel d'abord à sa

proper mobilisation et à celle de toutes les forces vives du parti, si réduites fussent-elles dans une situation donnée, plutôt qu'à des théorisations recherchant opportunément des boucs émissaires. L'expérience, son expérience de Vieux Loup, le conduisait avec un flair sûr à affronter les épreuves avec une vision historique : soit parce qu'il avait connu des difficultés semblables dans le passé, soit parce que d'autres épreuves « inédites » au moment où elles étaient intervenues finiraient par être surmontées par l'UPC.

Notre parti peut légitimement s'enorgueillir de l'héroïsme quotidien de ses vétérans que quelques pauvres opportunistes qualifient parfois avec dérision de « martyrs vivants ». Il doit être fier de compter dans ses rangs, au coude à coude, de jeunes recrues et de vieux militants « blanchis sous le harnais », comme Emock Elang Thorns.

Des hommes, comme Costa meurent-ils vraiment ? Ils laissent des souvenirs, des enseignements, des convictions, des idéaux si fortement et simplement imprégnés dans le Peuple, de génération en génération, que leur disparition physique n'a plus d'importance tant ils restent vivants dans le mouvement révolutionnaire et son histoire.

Camarade Costa, l'U.P.C. Vaincra !

WOUNGLY-MASSAGA

MESSAGES DE SOLIDARITÉ

Du Comité Central du Parti Communiste Français

Apprenons triste nouvelle décès Emock Elang Costa. Nous transmettons sincères condoléances et sentiments amitiés et fraternité. Emock Elang Costa un des fondateurs UPC contribua activement combat courageux votre parti. - Vous réaffirmons dans circonstances douloureuses solidarité Parti Communiste Français.

Maxime Gremet
Secrétaire Comité Central PCF

Du Camarade Pierre Paulet, un ami français de l'UPC

Ayant appris le décès à Luanda de notre camarade et frère Emock Elang ou Costa, fidèle entre les fidèles et joie de vivre de votre Partie, je tiens à adresser à tous les membres de l'UPC et à tous les citoyens camerounais éprius de justice et de liberté ma vive sympathie.

« Le vieux », comme vous l'appeliez, portait un amour profond à son peuple et représentait la bonté. Il était la contradiction même à toutes les calomnies colportées par les colonialistes et leurs valets au pouvoir contre l'UPC.

Inclinez-vous pour moi devant sa sépulture et sachez que je garderai à jamais son souvenir. Que les jeunes suivent son exemple, que son peuple poursuive son combat !

Fraternellement vôtre,

P. Paulet.

ADIEU, VIEUX LOUP...

Vieux Loup vient de nous quitter. Vieux Loup est le surnom que nous utilisons plus fréquemment à propos de notre camarade Thomas Emock Elang, que les amis et les observateurs de notre lutte connaissaient aussi sous le pseudonyme de Da Costa Antonio.

Militant de première heure de l'UPC, Vieux Loup avait connu de dures épreuves à la suite de la répression coloniale et néocoloniale. Il fut tenir bon, toujours. Cela exigeait bien des qualités, y compris physiques ; mais cette grande capacité à ne pas se laisser ébranler par des coups qui lui étaient portés provenait, avant tout, d'une conviction tranquille, qu'il s'était plus d'une fois acquittée de transmettre aux plus jeunes. Dans cette lutte, me disait-il un jour, tout ce qui poursuit sinciemment le but d'atteindre personnellement un militant était bien dérisoire, au regard du profond et vaste mouvement que constitue l'histoire de notre peuple. Et ce serait déjà assez d'y accorder un haussement d'épaules.

Vieux Loup n'était pas de ces anciens qui, devant les difficultés objectives de la lutte, se consumaient dans d'incessantes diatribes et récriminations à l'endroit d'autres camarades. Il n'en-

visageait pas non plus de compromis honteux avec le régime de l'UNC. Il ne s'installa pas d'avantage dans des artifices, ni dans une sorte d'hibernation. Ce militant perséverant et courageux ne concevait son appartenance à l'UPC qu'en assumant constamment les difficultés et les avancées de l'Organisation, de plain-pied.

De près de 30 années son cadet, je suis sans doute moins désigné que d'autres camarades qui eurent avec lui un parcours plus long, pour évocuer les multiples bagarres qu'il eut à livrer pour la cause kamerunaise. Qu'il me soit simplement permis de signaler ici, entre autres actions, que Vieux Loup fut le maître-d'œuvre dans l'implantation des dispositifs et des hommes, dans le cadre des maquis de l'UPC dans le sud du pays (II^e Font). Lorsqu'au III^e Congrès du Parti en 1982, Michel Ndoh à qui il revint de faire la longue et captivante évocation de l'histoire de la lutte de l'UPC souligna solennellement le travail déterminant de Vieux Loup dans la mise sur pied des structures du II^e Front, tous les congressistes, comme un seul homme, vibrèrent dans un chaleureux et respectueux hommage à notre camarade.

Confiant dans la justesse de ce combat initié par Ruben UM Nyobe (justesse que plus de 25 années de blocages néo-colonialistes disent avec éclat), Costa avait néanmoins éprouvé que cette lutte était dure. Il voyait également qu'elle pouvait être longue (cela n'est pas propre au Cameroun : d'autres peuples encore sont passés par de longues luttes). Il comprenait ainsi qu'il ne suffisait pas à un militant de la première génération de continuer de se proclamer upcéiste : il lui incomba dans le même temps d'organiser concrètement la nouvelle génération de patriotes pour garantir la continuité de la lutte. Dans le contexte de notre pays, cet impératif, pour les anciens, relevait véritablement de l'exigence historique. Vieux Loup, quant à lui, n'y a pas failli.

Ainsi, d'avoit cotoyé UM, et les autres dirigeants de l'UPC, d'avoit eu à endurer sur le plan personnel, ne l'avait pas versé dans cette sorte de paranoïa que l'on observe parfois ; et qui consiste chez quelques uns à se croire investis de droits imprescriptibles dans le Parti, même si l'on passe le plus clair de son temps à faire chambre à part avec

(suite page 6)

ADIEU VIEUX LOUP...

celui-ci. Vieux Loup s'était toujours employé à rester un militaire, au sein d'une Organisation vivante, même (et surtout) auprès de jeunes militants dont certains pouvaient être ses enfants. Discutant, élaborant, travaillant sur le même pied d'égalité, respectant autant qu'il l'exigeait des autres les principes de discipline et de fonctionnement.

Pour le Parti et le Mandem, j'ai eu plus d'une occasion de rencontrer des anciens upécistes de la génération militante de Costa, s'étant plus ou moins éloignés, eux, de la lutte. L'itinéraire d'un Costa n'en a pris que plus de relief à mes yeux : intraitable en ce qui concerne les intérêts du Parti, saisissant très rapidement l'essentiel, volontaire, il savait être souple pour avancer avec les autres.

Des militants comme Vieux Loup sont d'une trempe exceptionnelle. Infatigable pour la cause juste, ayant accepté pour elle bien de privations des décennies et des décennies durant, leur destin est admirable, et exemplaire. Et l'on est en droit de s'exclamer, comme le fait Gaston Donnat, cet autre combattant infatigable : « Quel Parti peut-il s'enorgueillir de posséder des militants lui ayant tout sacrifié, tout au long de leurs vies, ayant accepté les pires dangers physiques, une vie matérielle parfois à la limite de la misère ? ». Oui, quel Parti en effet ?

Sûrement pas les conglomérats néo-coloniaux de partis uniques où les gens vont pour manger.

Membre du Comité Central de l'UPC ; Et, dans le cadre du Front uni du Mandem, membre du Bureau Politique du Conseil National de la Révolution, Thomas Emock Elang faisait partie des 13 personnes demandant publiquement à Paul Biya de permettre leur retour au Cameroun ; et ceci depuis février 1983. Le nouveau président, qui sait grâcer Ahmadou Ahidjo dont on nous dit qu'il a attenté à la sécurité de la République, n'a pas daigné prendre en compte la requête de Costa qui, lui, n'avait commis aucun crime. Il ne fut pas même tenu compte de l'âge avancé de notre camarade pour, humainement, l'autoriser à finir ses jours dans son pays. Ainsi Vieux Loup sera mort, en exil, à Luanda, malgré ses multiples interventions auprès des autorités. A l'heure où j'écris ces lignes, je ne sais toujours pas, 10 jours après le décès, si la demande qui a été faite auprès de Paul Biya pour permettre le rapatriement du corps de Vieux Loup sera agréée.

Adieu Vieux Loup, authentique fils du Cameroun, qui a consacré toute sa vie à la cause de ton peuple.

Pour le conseil National de la Révolution.

Albert MOUTOUDOU

DÉMOCRATIE : Histoire et histoires

Pourquoi n'y a-t-il pas multipartisme effectif et démocratie au Camerun depuis 20 ans ?

— Parce que le Peuple Camerounais n'est pas encore mûr pour ça, répond M. Biya.

— Il ne faut pas poser des questions comme ça, car c'est seulement en Europe, pays de vieilles traditions démocratiques, que ces choses-là ont un sens, ajoutent des « socialistes » de pacotille.

Et pourtant,

« Au 15^e siècle, quand les premiers marins commerçants portugais, hollandais, anglais, français, danois, brandebourgeois, commencèrent à établir des comptoirs sur la côte occidentale d'Afrique, l'organisation politique des Etats Africains était égale — et souvent supérieure — à celle de leurs propres Etats respectifs. Les monarchies étaient déjà constitutionnelles avec un Conseil du Peuple où les différentes couches sociales étaient représentées et le roi nègre — contrairement à la légende — n'était pas, et n'a jamais été un despote, aux pouvoirs illimités. Par endroits, il était investi par le peuple, par l'intermédiaire d'un Premier ministre représentant des hommes libres. Il avait pour mission de servir sagement le peuple, et son autorité était fonction de son respect pour la Constitution établie... » (Cheik ANTA DIOP : Nations Nègres et Culture, 3^e édition, tome 1,

Présence Africaine, 1979, page 52).

Aujourd'hui, nous sommes à la fin du 20^e siècle, soit 500 ans plus tard. Les Européens aussi ont fini par atteindre le stade des monarchies constitutionnelles pour certains pays, de la République pour d'autres.

Et nous, en Afrique, dans la majorité des cas, nous avons des despotes.

Oui plus est, imposés à nos peuples par l'Europe. Ils ne veulent pas du tout servir sagement le peuple. Ils pensent au contraire que leur autorité est inversement proportionnelle à leur respect pour la Constitution qu'ils ont eux-mêmes établie. Et généralement juré de respecter. Sur la bible ou autre livre sacré, ils racontent toutefois, ou paient des griots qui racontent, que les idées de démocratie, sont des « idéologies importées d'Europe, qui ne sont pas adaptées aux réalités africaines », etc., etc. Ils passent le plus clair de leur temps à essayer de falsifier l'Histoire de l'Afrique et de leur pays. En racontant des tas de petites histoires. Par exemple sur les tribus, les renouveaux et autres boniments.

Parmi les gens qui se comportent ainsi, on trouve malheureusement un jeune cadre dynamique, porte-drapeau de centaines d'autres, « bardé de diplômes, chrétien et rosecrucien en même temps ». Son nom, les camerounais le connaissent...

TÉMOIGNAGE SUR ÉMILIE JACQUOT

Le dernier numéro de La Voix du Camerun a rendu hommage à Emilia Jacquot, récemment décédée à l'âge de 92 ans et qui, arrivée au Camerun comme institutrice à l'époque coloniale, fut parmi les rares femmes françaises sur place, à décider vigoureusement de rompre avec ce qui lui apparaissait alors comme un crime contre l'humanité : la domination coloniale. Et, bien que française, elle s'engage dans l'activité anti-colonialiste, et participe ainsi à la fondation des premiers syndicats au Camerun en 1944-45, juste après la deuxième guerre mondiale.

Nous avons demandé à Gaston Donnat, son camarade de lutte dans ce Camerun de 1944-45, de témoigner pour La Voix du Camerun, sur ce qui fut Madame Jacquot. Afin que les jeunes camerounais, et même les moins jeunes qui n'ont pas connu cette période dans certains de ses

détails, puissent lire la vraie histoire de notre pays, de ses premières luttes contre le colonialisme, pour la liberté. De telles choses méritent d'autant plus d'être rappelées aujourd'hui, que l'on voit l'imposture se pavane, et la falsification de l'Histoire sortir le bout du nez. Ainsi par exemple, dans les années 1955-60, la lutte pour l'indépendance fait rage, y compris sous la forme armée. Des centaines de jeunes s'y rallient. Certains en mourront. A cette époque, les étudiants, notamment en France, apportent leur contribution, pour la plupart dans l'UPC, mais aussi dans l'association syndicale des étudiants : la fameuse UNEK. Tout étudiant, même s'il a peur d'entrer dans l'UPC, peut au moins aller à l'UNEK. Au moins.

Malheureusement, certains refusent d'être même dans l'UNEK. Cela ne les empêche pas, particulièrement

après novembre 1982, de faire raconter le contraire, dans les campagnes souterraines de rumeurs. Ils feront raconter en douce qu'ils furent dans l'UPC. Déjà à cette époque, (1955-60) il y en a qui avancent qu'ils ne vont ni à l'UPC ni même à l'UNEK, parce que, « il ne faut pas mêler de ces histoires là, il ne faut pas se mêler de politique ». Argument qui n'a pas tellement vieilli, puisqu'on continue de le servir aujourd'hui.

Il se trouve que parmi les partisans de ces théories-là, en 1955-60 déjà, se placait un certain... Paul Biya. Et plusieurs de ses collaborateurs actuels.

Voici donc l'hommage de Gaston Donnat à sa camarade de lutte pour l'indépendance du Camerun. A notre camarade de lutte.

Émilie JACQUOT : UNE MILITANTE ANTI-COLONIALISTE ÉMÉRITE VIENT DE MOURIR

Une militante anti-colonialiste émérite vient de mourir. Cette triste nouvelle endeuille tous les progressistes, Africains et Français.

Née dans le Nord de la France à la fin du siècle dernier, Emilia Jacquot, dès sa sortie de l'Ecole Normale d'Institutrices, se dévoue en faveur des petits enfants de mineurs, très malheureux à cette époque.

Tout de suite après la guerre de 1914-18, mariée à un administrateur des colonies, Emilia arrive au Camerun. Son mari n'est pas un administrateur comme les autres : humain, progressiste, il refuse de jouer le jeu colonialiste et, de ce fait, il sera constamment brimé par ses chefs.

Emilia, victime elle aussi de l'hostilité des chefs blancs, ne se voit accorder des postes d'institutrice que très rarement, alors que le

pays manque d'enseignants.

Les Jacquot sont relégués dans le Nord du Camerun pendant de longues périodes.

En fin 1944, Emilia accepte d'être séparée de son mari pour obtenir un poste à Yaoundé. Là, elle fait la connaissance de Gaston Donnat qui, aidé de Maurice Mério, avait créé en juillet 1944 un « Cercle d'Etudes Marxistes ». Elle y adhère immédiatement et s'y montre très active.

Le 8 mai 1945, elle participe à une manifestation sur la voie publique, dans Yaoundé, exprimant l'espoir des Kamerounais de se voir enfin délivrés du colonialisme. On peut dire qu'elle a été la première femme blanche à défiler publiquement, mêlée à ses frères africains. Elle est présente aussi lors de plusieurs ras-

semblements de travailleurs camerounais, où elle accompagne Gaston Donnat.

Le 25 septembre 1945, elle est arrêtée avec Gaston Donnat et Riout, un autre instituteur progressiste. Embauchée dans une camionnette et internée au secret à Edéa. L'objectif était de placer ces trois anti-colonialistes à proximité des émeutiers blancs de Douala et d'organiser leur liquidation sans que l'administration puisse en être accusée. Mais l'arrivée de troupes venues de France par avion n'a pas permis la réussite de ce plan.

Emilia Jacquot ayant atteint l'âge de la retraite, rentre en France dès sa libération.

Là, elle ne cesse pas ses activités progressistes et sa propagande en faveur de l'égalité des Peuples.

Installée à Marseille, elle y vit jusqu'à son dernier jour : quelques heures avant sa mort, elle vendait encore un livre anti-colonialiste.

A l'âge de 92 ans, elle assiste à des réunions organisées par l'UPC à Marseille, et elle contribue même à leur réussite en trouvant une salle, en hébergeant ses amis et camarades camerounais.

Malgré son état de faiblesse, sa lucidité et sa détermination sont absolument fantastiques, et ne peuvent s'expliquer que par une foi inébranlable et le désir de participer au maximum à la lutte pour la fraternité des Peuples, et surtout pour l'aide aux Peuples d'Afrique dont elle connaît bien toutes les souffrances résultant de la colonisation.

Les camerounais ne loublieront pas, et sa mémoire restera vivante dans l'histoire du pays.

QUATORZE PRISONNIERS POLITIQUES RELACHÉS

deg Paul, Mouind Jacques, Mouyeme Albert, Ndema Same Alexis, Owono Mimbo Simon, Zézé Emmanuel, Ella Essi.

Nous reviendrons évidemment sur cette affaire dans notre prochain numéro.

Dès qu'il a été informé des libérations survenues, le Secrétariat du Comité Central de l'UPC a adressé à M. Biya le télex suivant :

Tout en déplorant que des citoyens soient toujours arbitrairement arrêtés, détenus puis relâchés sans inculpation ni jugement dans un présumé Etat de droit, l'UPC prend acte avec satisfaction de la libération de ses sympathisants, militants, dirigeants, ainsi que d'autres démocrates, intervenus depuis la soirée du samedi 23 août. Stop. Cette sage décision de Votre Excellente évite de sérieuses complications de la situation politique nationale.

Elle devrait maintenant être parachevée par la libération de toutes les personnes arrêtées, pour qu'il n'y ait plus aucun prisonnier politique dans le pays.

L'UPC demande que les patriotes libérés retrouvent rapidement leur situation professionnelle d'avant leurs arrestations, et que soit amorcée une véritable

politique de changement démocratique.

Honneur vous rappeler notre demande urgente d'autorisation rapatriement déportée mortelle Emock Thomas, vétéran de la lutte pour l'indépendance et le progrès du pays décédé à Luanda. Stop.

Haute considération.

Docteur Simeon Kuissu

Secrétaire Général Adjoint UPC

Nous tenons à remercier déjà tous

ceux (amis, démocrates, progressis-

tes, personnes qui défendent les droits de l'homme, organisations humanitaires, qui nous ont apporté leur concours pour obtenir ce premier résultat. Nous demandons de poursuivre ensemble l'action pour tous ceux de nos compatriotes qui sont encore dans les prisons et autres camps de concentration du Camerun.



La sinistre prison de Nkondengui, à Yaoundé où ont été arbitrairement détenus les 14 démocrates et militants, et où croupissent encore des centaines d'autres prisonniers politiques.

SUR L'AFFAIRE BIYA - TILLIER

Le 9 juillet 1986, la chaîne de télévision française TF1 « révélait » dans son journal télévisé de 20 H qu'un certain Jacques Tillier, journaliste de son état et officiellement barbouze, était payé par le Gouvernement de Biya pour « surveiller » Ahidjo ainsi que « l'opposition kamerunaise ». La nouvelle fait grand bruit, aussitôt confirmée par « l'Événement du Jeudi », hebdomadaire français qui publie coup sur coup deux dossiers apparemment complets et bien documentées sur « l'Affaire Tillier ». Les journalistes vont interroger la déontologie très particulière du « journaliste-honorables-correspondant Tillier », qui serait une honneur de la profession (en soulignant que le cas n'est pas si rare). Ils vont s'interroger sur les raisons pour lesquelles un pays « démocratique » comme le Cameroun du Renouveau a besoin de « soigner » son image de marque auprès des « Investisseurs, milieux d'affaires français »...

Alors bien sûr nos chères autorités ripostent : « la Nation kamerunaise est en danger ! A bas les manœuvres néo-colonialistes ! L'imperialisme ne passera pas ! Peuple Kamerunais, tous unis derrière le Renouveau ! » Mince ! dirait l'homme de la rue : tout ça ? Pourtant le Gouvernement n'est pas toujours si bavard ! Tout l'atirail est là, posé de telles façons que chacun se demande de quoi il retourne. Les « révélations » des uns sont tellement bien menées, les protestations des autres sont tellement véhémentes et incongrues tout cela est si parfaitement coordonné, que deux semaines après, l'Affaire Tillier, allumée comme un feu d'artifice éblouissant a disparu. Plus de traces, plus de gros titres, rien... La patrie reconnaissante se morfond ? Que se passe-t-il au juste ?

Un barbouze qui nous veut du bien...

Voilà donc une affaire d'espionnage... grave, où

un « Honorable Correspondant » est grassement payé pour « surveiller », et où Vincent Ekani, ministre de la police de M. Biya, affirme utiliser ses services pour « contribuer à la promotion d'une image positive du Cameroun à l'étranger »... Délicat euphémisme, dirions-nous, pour éviter de rentrer dans le détail. Mais les révélations elles-mêmes ne semblent vouloir révéler que ce qui pourrait nous mettre en appétit... Juste ce qu'une honnête femme, peut consentir à oser montrer, histoire de vous inviter à regarder ailleurs... Et qu'avons-nous su ?

1/Tillier est journaliste au « Journal du Dimanche » hebdomadaire du groupe Hatchette bien implanté au Cameroun.

2/Tillier a travaillé comme journaliste à Minute (si tant il est que ce torchon nazi et porno puisse être qualifié de « journal »)

3/Tillier « ancien », agent de la DST (le contre-espionnage français), était le faux journaliste coincé par Mesrine bandit célèbre en France, lors de sa trop belle évasion ;

4/Tillier traitait, ou traite ou, traîtera avec Ali Bokoum. Ce deuxième personnage nous intéresse : il est aussi bien connu comme « Honorable Conseiller d'Ahidjo. (entre H.C., un minimum de collaboration s'impose II). Il travaille en relation très étroite avec Houphouet Boigny. Il rend des services intéressants à Omar Bongo... Bref la liste de ses services serait longue. Arrêtons-nous un moment sur les personnages cités : Omar Bongo, Ahmadou Ahidjo, Houphouet Boigny, ont des relations très étroites avec Israël et, fort justement, comme par hasard le « Cameroun du Renouveau » vient de rétablir les relations avec Israël.

Et la garde personnelle du président Biya est Israélienne... Revenons à Bokoum. Il est au centre de

bien de « négociations » avec Israël et d'autres pays du même acabit. Tillier est en rapport d'intelligence avec lui, et Tillier est payé pour « soigner l'image de marque » du Cameroun du Renouveau ...

Et de nombreuses questions apparaissent :

1/Alors Tillier est payé pour surveiller Ahidjo et « l'opposition kamerunaise » en France ? Mais alors comment expliquer qu'il travaille en étroite collaboration avec Bokoum, qui a le rôle que l'on sait auprès d'Ahidjo ?

2/Si le travail de notre Honorable Correspondant, concerne essentiellement la promotion de l'image de marque du « Cameroun », pourquoi n'apparaît-il pas dans l'équipe de Claude Marti ? Ce fameux publiciste de l'écurie de Seguela et qui souffre à Biya son dada de « Libéralisme communautaire » ? Pourquoi Tillier travaille-t-il avec le responsable du CND (police politique) et non pas les cellules de communication de l'ambassade du Cameroun en France, ou même du cabinet présidentiel ? Etais-il organisateur du « déjeuner de presse » raté, au mois de janvier dernier, organisé par le Consul Comidor à Paris, à l'intention des journalistes, pour « officiellement reconnaître qu'il n'y avait pas eu d'arrestations », mais que « cinq personnes ont été arrêtées » ?

3/Tillier pour réaliser son travail, devait mettre en place un « cabinet », et un réseau de délateurs et d'honorables correspondants, dont la mission aurait été de distiller dans la presse des titres choisis avec des images rassurantes : « virage en douceur ; Biya négocie la transition », une démocratie prudente ; etc... Est-ce l'œuvre des Honorables correspondants de Tillier déguisés en journalistes ?

Le journal Afrique-Elite, qui consacre chaque mois des pages quadrachromes à un « camerounais battant » sous la plume de Philippe Duru serait-il un des relais

de Tillier ? François Soulan, Jean-François Bayart, auraient-ils été gagnés avant les « révélations » par « l'effet Tillier » ?

Pour une poignée de CFA :

Toutes ces questions ont leur réponse. Et l'affaire Tillier peut être l'arbre qui cache une forêt de malouines nauséabondes dans le style du Renouveau Moralisateur auquel plus personne ne croit. Biya a protesté tout à fait protester avec trop de véhémence pour que l'Affaire en reste là. L'Événement du Jeudi, depuis deux semaines, est maintenant muet. La Patrie kamerunaise elle « ça va merci ». Les griots ont mouillé une fois de plus leur plume et on leur a un peu mouillé la barbe. Pendant ce temps on n'a pas parlé de ceux qui sont maintenant à leur 10^e mois de détention arbitraire, pas un mot non plus sur l'escroquerie politique de ces six derniers mois : le fameux procès qui mettait « l'UPC définitivement hors-la-loi » comme le titrait « Le Messager » à la suite du « jugement » rendu, dans le procès contre l'Etat instruit par Sende Joseph. L'événement du Jeudi, quant à lui semble avoir tourné la page...

L'Affaire Tillier « passera-t-elle aussi comme ça ? La transparence n'est pas la principale qualité politique du Gouvernement de Paul Biya. Le brouillard étant le maître-mot de cette politique politique, qui traîne avec elle des relents d'affaires putrides. Cette odeur de la « moralisation sans rigueur » a quelque chose de dégoûtant. Mais nous, nous ne tournons pas la page.

E. IDAKE

LA MEILLEURE D'AHIDJO

Comme chacun sait, le Cameroun est « bilingue ». Et de tout temps, le français et l'anglais ont toujours été nos deux langues nationales, officielles, et tout et tout. A tel point que, dans le n° 4 du 9 juillet 1985 du journal presqu'officiel *Cameroun Tribune*, Mvô Mintsa, rédacteur en chef et l'une des sommités kamerunaises en matière de griottisme, pouvait écrire ceci : « La volonté politique de promouvoir ce bilinguisme au Cameroun ne fait pas défaut au sommet. Le président Biya, chaque fois que les circonstances s'y prêtent, donne l'exemple, n'hésitant pas à s'exprimer en anglais. Y a-t-il preuve plus convaincante ? ».

Assurement, non. Seulement, comme Mvô Mintsa écrivait déjà les mêmes choses sous Ahidjo, on en conclut qu'Ahidjo devait faire des discours en anglais à Mvô Mintsa, en cachette, à deux. Car personne n'en a entendu parler dans notre pays.

I go go...
Why I no go go ?

Or, il y a quelques mois, Ahidjo a justement eu une occasion en or pour tester une fois de plus son anglais. Alors qu'il se trouvait au Japon. Oui, car il voyage beaucoup. Quand on a de la caisse, il faut bien en dépenser. Alors, Ahidjo est allé au Japon, à une réunion de l'Inter-Action Council of former Heads of government, l'une association d'anciens chefs de gouvernement, pour ceux qui ne sont pas bilingues au sens UNC-RDPC). Et là-bas, voilà qu'il tombe sur M. Shaiju Adinoyi-Ojo, un journaliste nigérien qui décide, on ne sait pourquoi, d'embêter Ahidjo. Comment ? Tout simplement en voulant l'interviewer en anglais...

Alors, cela a donné ceci, Ahidjo répondant aux questions d'Adinoyi, évidemment en anglais :

— Pensez-vous rentrer au Cameroun un jour ?
— I go go back. Why I no go go back ? I go go back.
— Le ferez-vous bientôt ?
— You no hear say them dey kill people there ? Them dey kill people.
— Comment expliquez-vous tout ce qui s'est passé au Cameroun depuis votre démission ?
— I gave small boy power and he come dey... »

Ces derniers points de suspension sont du journaliste qui explique qu'Ahmadou Ahidjo a préféré continuer en français... Le supplice avait assez duré. La comédie du bilinguisme aussi. Peut-être cela lui demandait-il des efforts insupportables, d'autant plus qu'il voyagait avec son médecin personnel, le docteur Adam Mate...

NDLR : Quiconque doute de l'histoire, peut se reporter au journal nigérien *The Guardian*, numéro du 21 avril 1986. Nous l'avons reçu avec quelques retard. Mais mieux vaut tard que jamais.

PAGE ÉCONOMIQUE

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EST MOROSE

Ces derniers mois, l'atmosphère morose, comme on dit, qui existait déjà depuis longtemps, s'est encore franchement alourdie. De nombreux indicateurs qui ne trompent pas, sont carrément passés au rouge : lourdes dettes de l'Etat vis-à-vis des entreprises, récession et baisse de l'activité économique, menaces de compression de personnel et de licenciements abusifs dans de nombreuses entreprises, etc.

M. Biya a donc décidé de frapper un grand coup : il est « descendu sur le terrain ». Pour arrêter la dégradation de la situation : forcément, car sinon, pourquoi serait-il descendu ? Or, c'est bien connu : sous l'UNC-RDPC, dès qu'on parle situation économique, les yeux se tournent vers Douala. M. Biya s'est donc rendu à Douala, puis à Ngaoundéré. Il a rencontré des hommes d'affaires, puis les chefs provinciaux du syndicat unique gouvernemental.

Mesures pour conjurer la crise

La propagande du gouvernement présente les décisions prises par Biya à cette occasion, comme « des mesures pour conjurer la crise », ainsi donc, il est désormais admis, au niveau du RDPC, qu'il y a une crise. Et pas seulement la fameuse « crise mondiale qui frappe de plein fouet l'ensemble de l'économie de tous les pays, crise qui sévit à l'échelle planétaire », car cette crise-là, il est évident que Biya ne peut pas la conjurer. Si l'on parle donc de crise à conjurer par M. Biya, ça ne peut être qu'une crise particulière : celle du Cameroun.

Dans la presse officielle, tout le monde est prévenu que « c'est pleinement conscient de la gravité de la situation que le président Paul Biya est descendu sur le terrain ». Par conséquent, si par malheur « les mesures destinées à conjurer la crise » s'avéraient incapables de résoudre le problème, il serait très difficile d'attribuer cet échec à une étourderie du président.

Qu'à donc décidé Biya ? Principalement trois mesures : 1^o liquidation (c'est-à-dire paiement) de nombreuses factures jusqu'à impayées à des entreprises ; 2^o baisse des taux d'intérêt ; et 3^o rigueur dans l'attribution et l'exécution des marchés publics.

Le premier point était devenu un véritable scandale public, qui attestait que l'Etat était désormais un très mauvais payeur. Or, Biya n'a pas réellement résolu le problème. Car l'essentiel des paiements a été réservé aux entreprises étrangères. Il est vrai que ces dernières ayant plus de moyens financiers, peuvent plus facilement corrompre les ministres et hauts fonctionnaires par des « makalati » considérables. Ce qui

explique que ces entreprises se voient attribuer l'essentiel des marchés. Ces pratiques, naturellement, provoquent un réel mécontentement, d'ailleurs justifié et grandissant, parmi les hommes d'affaires kamerunais, aussi bien parmi les dirigeants des PME que parmi les autres.

Quant au deuxième point, il a été pratiquement réglé en quelques mots par... devinez qui ? James Onobiono en personne, PDG de la FAEM et de la SITABAC, et pour cette raison justement, membre éminent du Comité Central du RDPC/UNC. Interrogé le 19 juin dernier par *Cameroun Tribune*, Onobiono a déclaré tranquillement que « cette baisse des taux d'intérêt est faible ». Autrement dit, il n'y a vraiment pas de quoi jouer du tam-tam griotique à ce sujet.

Concernant le troisième point, à savoir la rigueur, ce n'est pas Siméon Kuissu au nom de l'UPC, mais bel et bien Immanuel Etame Ndedi, chef du syndicat unique RDPC dans le Wouri, qui a déclaré ceci à la presse en juin dernier, juste après l'annonce des mesures de Biya qu'il venait de rencontrer :

«...Je voudrais dire que nos lois et règlements pour la survie de notre économie, devront être respectés de telle manière, non pas qu'on brandisse la rigueur et qu'on clame la moralisation, alors pourtant que le népotisme, le principe de deux poids deux mesures, en somme toutes les formes de gangrène sociale hypothèquent le développement et le progrès du Cameroun, à force de fermer les yeux sur toutes sortes d'immoralités».

Si après ça, on prétend encore que l'UPC est la subversion, c'est vraiment qu'au RDPC on ne sait plus ce que les mots veulent dire.

Scepticisme général

En fait, il n'y a pas grand'monde à croire encore aux histoires de M. Biya.

Les hommes d'affaires étrangers n'y croient plus beaucoup, si seulement ils y ont jamais cru. Pour eux, en plus, Biya a transformé cet élodora qu'était le Cameroun, en un simple « meilleur risque en Afrique francophone ». Mais un risque quand même. Alors que tout allait si bien avant...

Quant aux hommes d'affaires kamerunais, il y a les plus gros, et il y a les PME/PMI. Malgré le bavardage depuis plus de trois ans, les PME/PMI ne volent pas de changement véritable en leur faveur. De leur côté, les plus gros, bien que membres du Comité Central de l'UNC-RDPC depuis Ba-

(suite page 8)

CONJONCTURE MOROSE

(suite)

menda, tiennent des discours mi-figure mi-raïsin qui en disent long sur leur confiance dans le système en place. En tant que dirigeant du parti unique, ils ne peuvent pas faire mieux. Ainsi par exemple, successive-

Kondo Samuel, actuel président du Syndicat des hommes d'affaires, membres du Comité Central du RDPC. Il a beau déclarer que « la confiance est revenue », il insiste tout de suite après sur « l'urgence, je dirais l'extrême urgence, de réformer nos rouages administratifs d'une manière audacieuse et radicale, à défaut de changement des mentalités, me paraît aujourd'hui comme l'une des priorités ».

Tchanque Pierre, président des Brasseries NOBRA après avoir dirigé le Secrétariat général de l'UDEAC (Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale) pendant des années, ce qui a dû permettre d'amasser des centaines de millions. Il déplore qu'« en effet la détérioration des marges des entreprises, les difficultés pour présenter individuellement des garanties suffisantes pour l'obtention des crédits sont souvent à la base de la réduction des investissements ».

Catche Mammadou, après les applaudissements de rigueur, croit utile d'ajouter que « cependant, il serait souhaitable que toutes ces mesures prises par le chef de l'état soient complétées par une action très sévère contre la fraude douanière. Car nul n'ignore les préjudices incalculables que cause cette dernière aux industries locales et au trésor public ». Des choses qu'on croyait abolies depuis au moins trois ans, depuis qu'on ne cesse de clamer du matin au soir la rigueur, la moralisation etc, etc.

James Onobiono, PDG de la FAEM et de la SITABAC, déjà présenté

au lecteur. Tout en applaudissant des deux mains, il ajoute, ces mots assassins : « il faut néanmoins souligner que cette baisse des taux d'intérêts est faible, et que d'autre part, c'est un mouvement de décroissance général de par le monde. La seconde mesure est relative à la protection des industries, ou mieux à la régulation du marché camerounais, par un contrôle plus strict des importations abusives, inutiles et frauduleuses qui éloignent le déficit de notre balance commerciale avec certains pays, compromettent l'existence des entreprises industrielles et agro-industrielles locales et mettent en jeu les revenus de quelques centaines de milliers de salariés et de leurs familles et enlèvent à la collectivité nationale le bénéfice de son effort.. ».

Venant de gens qui sont presque tous membres du Comité Central du RDPC-UNC, toutes ces opinions signifient ce qu'elles signifient.

Elles interdisent en particulier de continuer de saouter les camerounais avec des discours absolument bidons à propos du renouveau, de la rigueur et de la moralisation.

Elles confirment pourquoi le mécontentement grandit dans le pays. Comme l'a reconnu tout récemment encore Etame Ndedi qui, faisant part de son inquiétude à cause de ce qui se passait dans « des secteurs les plus névralgiques à cause de ce que certains qualifiaient d'agitation qui s'y manifestait ». Et parmi ces secteurs, il a cité « l'enseignement primaire, le bâtiment et les travaux publics, port, industries alimentaires, métallurgiques et chimiques, sécurité aérienne, pêche maritime, etc... » (sic). En somme, presque tous les secteurs. Qui comme on dit : « y a de la morosité dans l'air ».

A. OBADJELE

INFORMATIONS BRÈVES

Inflation :

La hausse des prix à la consommation aura été de 19,4 % en 1981, 14,7 % en 1982, 20,6 % en 1983 et 23,6 % pour le premier trimestre 1984. C'est en tout cas ce qu'affirme le FMI, dans : « Statistiques Financières Internationales », Janvier 1985. Qu'on est donc loin des proclamations triomphantes des locataires successifs du palais d'Etoirdi !

Balance des paiements 1984 :

• Les économies sur salaires transférés vers l'extérieur par les expatriés se sont élevées en 1984 à 45 120 millions de F CFA. Les transferts du même genre effectués dans le sens inverse (Extérieur vers Cameroun) n'ont pour leur part totalisé que 6 189 millions.

• Les investissements directs étrangers au Cameroun ont été de l'ordre de 88,8 milliards F CFA en 1984. Pour la même période, ces investissements ont généré en sens inverse un flux de capitaux de 81,1 milliards de F CFA représentant pour l'essentiel les transferts visibles effectués du Cameroun vers l'Etranger dans le cadre des « remboursements de prêts aux actionnaires » (sic). Quant aux transferts invisibles ou trop bien « habillés », ils seraient de l'ordre de 100 milliards F CFA par an.

BILAN ECONOMIQUE 1984-1985

par KOSS

L'année 1984/85 aura été marquée, sur le plan agricole, par le contraste entre une production agricole globalement en hausse et l'affondrement quasi-général des cours mondiaux.

Les principaux produits d'exportation ont en effet accusé des baisses sensibles qui, dans certains cas, ont même dépassé la barre de 100 %.

Cette hausse de la production, après les baisses enregistrées ici et là en 1983/84, témoigne d'une certaine reprise de la vie végétative des plantes et d'une amélioration des conditions climatiques.

Pour l'exercice 1985/86, les estimations basées sur les résultats du premier semestre permettent de prévoir :

— une baisse de la produc-

tion du cacao, du café, de la banane et de l'huile de palme, par suite notamment des insuffisances chroniques dans l'encadrement des paysans et de l'extension de certaines maladies des plantes (pourriture brune pour le cacao, anthracnose pour le café, etc...).

— une stagnation voire une légère hausse de la production de coton, d'ananas, de thé et de tabac.

Tableau 1 : Evolution des principaux produits d'exportation (en tonnes)

Exercices Produits	1983/84	1984/85	Variation
1 - Cacao	108 910	120 541	+ 11 %
2 - Cafés	64 906	142 795	+ 120 %
dont • robusta	47 006	122 350	+ 160 %
• arabica	17 000	20 445	+ 20 %
3 - Hévéa	16 252	17 121	+ 5 %
4 - Huile de palme	76 973	78 000	+ 1 %
5 - Coton	94 580	97 500	+ 3 %
6 - Banane	63 850	67 150	+ 5 %
7 - Thé	2 289	2 300	- 0,5 %
8 - Ananas	4 793	5 264	+ 10 %
9 - Tabac	14 585	16 077	+ 10 %

Une politique agricole dans l'impassé

Quant à l'évolution des cours mondiaux, l'indice CNUCED s'est situé à 75 pour l'année 1985 contre 84 en 1984. Le cours du caoutchouc naturel a chuté de 40 % en un an, ceux du coton de près de moitié et les perspectives d'ensemble pour l'année 1986/87 n'incident guère à l'optimisme.

Les revenus tirés des principaux produits agricoles d'exportation devraient donc s'orienter vers la baisse, baissé renforcée par la chute du dollar. Même à supposer que l'ONCPB soit en mesure de compenser (partiellement) la baisse des revenus des paysans, il ne pourra s'agir en tout état de cause que d'une fuite en avant.

Car le problème est d'ordre structurel, il met en cause une trop forte extraver-

sion du tissu économique national et agricole en particulier.

Le contraste est en effet saisissant entre une production d'exportation orientée vers la hausse et une production vivrière confrontée à des difficultés de tous ordres.

Ainsi la production de riz, estimée à 91 000 tonnes en 1984/85, accuse non seulement une régression de 6 % par rapport à 1983/84, mais connaît aussi des problèmes de ménage (prix trop élevés) et de stockage.

La production de mils et de sorgho, qui était de 439 000 tonnes environ en 1983/84 est en chute libre et la production du premier semestre 1985/86 est estimée à 143 000 tonnes. La sécheresse sera-t-elle encore une fois seule mise en cause ?

L'élevage et la pêche

Ce sous-secteur a connu en 1984/85 une évolution assez inquiétante et dont tout un chacun aura pu mesurer les effets néfastes sur le rythme de l'inflation.

Face aux besoins d'une

population dont le rythme de croissance s'accélère, le cheptel bovin ne s'est accru que de 2,8 % en 1984/85 et compte 4 151 000 têtes environ. Avec 3 633 000 têtes, le cheptel ovins-caprins est en régression de 24 % par rapport à l'exercice 1983/84, tandis qu'il comptait au 30.6. 1985 environ 1 079 000 porcins.

La volaille pour sa part est estimée à 11 465 000 têtes au 30.6.1985 et à 12 millions de têtes au 31 décembre 1985.

Désignation	1983/84	1984/85	1er semestre 1985/86
Bovins	4 040 000	4 151 000	4 359 000
Ovins-Caprins	4 800 000	3 633 000	3 635 000
Porcins	988 000	1 079 000	1 100 000
Volailles	11 000 000	11 465 000	12 000 000

Tableau 2 : Evolution du cheptel (en têtes)

Emplois :

• Le secteur privé et para-public employait en 1984 environ 357 300 personnes contre 349 000 en 1983. Le secteur public totalisait pour sa part 141 900 agents de l'Etat contre 132 600 un an plus tôt. En ajoutant les salariés temporaires, on obtient ainsi pour 1984 un nombre total de salariés de 526 000 personnes environ, sur une population active de 3 807 000 personnes.

• Officiellement on comptait en 1984 234 000 chômeurs au Cameroun, soit un taux de chômage de 16,4 %. On estime par ailleurs que le sous-emploi atteint un niveau de 20 % de la main-d'œuvre occupée. Ce chiffre n'a rien à voir avec

celui des personnes en âge de travailler mais sans emploi. Ce dernier est entre 2 et 3 millions !

Transports routiers :

On compte actuellement 7 390 transporteurs exploitant 12 235 véhicules, dont 51 % de taxis et 49 % de véhicules utilitaires (camions, cars). Par jour, le nombre de passagers transportés est de 76 000 personnes, tandis que le tonnage s'élève à 44 000 tonnes-marchandises par jour.

Au prochain numéro :
Le secteur industriel,
les mines, l'énergie, les banques,
l'équipement et les transports.

S'agissant de la pêche, parler de l'échec de la politique en la matière serait pur euphémisme. En fait, il n'existe pas de politique de pêche dans ce pays, il n'y a que gesticulations désordonnées et discours incohérents.

Par rapport aux résultats déjà pas très flatteurs de l'exercice 1983/84, la production de la pêche industrielle au cours de l'exercice 1984/85 accuse en effet un recul de 65 % et se situe à 7 766 tonnes, soit moins de 10 % d'une demande intérieure estimée à 80 000 tonnes.

Comparativement et malgré le peu d'encadrement dont ils font l'objet et les problèmes de conservation qu'ils connaissent, les pêcheurs artisanaux ont pu pêcher en 1984/85 25 000 tonnes de poissons frais, dans des eaux camerounaises pourtant réputées pauvres en ressources halieutiques.

Du coup, l'autosuffisance en matière de poissons ressemble à une chimère, le pays important environ plus de 50 000 tonnes de poissons congelés. Pour la seule période allant de juillet à décembre 1985, on aura même enregistré 33 845 tonnes de poissons importés, soit une hausse de 67,7 % par rapport à la période correspondante de l'année 1984.

Bois et forêts

La production de grumes en 1984/85 s'est élevée à 2 100 000 m³ soit une hausse de 10 % par rapport à 1983/84. Près de 62 % de cette production ont été transformés sur place.

Les exportations de grumes et de bois débités sont restées pratiquement stables : 895 000 m³ dont 773 000 m³ de grumes et 122 000 m³ de bois débités.

Les estimations pour l'année 1986/87 prévoient un recul marqué des activités dans ce secteur, compte tenu de l'orientation en baisse des principaux paramètres au cours du premier semestre 1985/86 : — 8 % pour les surfaces concédées, — 61 % pour les volumes exploités et — 5,2 % pour le nombre d'exploitations, sans parler des difficultés financières des sociétés forestières.

Cette situation exige la mise sur pied d'une politique forestière volontariste, axée avant tout sur :

— l'élargissement du marché intérieur, notamment pour la bâtie des marchés publics.

— des dispositions financières et fiscales tendant à stimuler la création par l'Etat ou les nationaux d'entreprises forestières viables et jouissant d'une surface financière appréciable.

— la mise sur pied d'un vaste programme de logements réellement sociaux, construits en bois ou en semi-dur et s'adressant aux couches sociales les plus défavorisées (le programme actuel de la SIC s'adresse aux couches sociales disposant d'un revenu minimum de 300.000 F/mois).

Il va de soi qu'une telle politique devra s'accompagner d'un programme de reboisement conséquent, afin de maintenir l'équilibre écologique.

PAGE AFRICAINE

COLLOQUE ANTI-IMPERIALISTE A ACCRA

A l'initiative du Journal des Marxistes Africains, revue publiée depuis 1981 par un Comité Editorial Panafrique présidé par Eli Mwanang'onde (de Zambie) et dont notre camarade Amon Mukwedi est membre, un colloque vient de se tenir à Accra, Ghana. Le colloque a été une réunion anti-imperialiste militante. Et y ont participé de nombreux camarades venus de plusieurs pays africains, ainsi que des militants venus de plusieurs colonies africaines d'Europe. Notre parti était représenté au colloque, dont les travaux seront publiés par le Journal of

African Marxists dans les meilleurs délais, aussi bien en anglais (qui fut la langue de travail de la réunion en raison de la faible participation de militants de pays dits « francophones »), qu'en français et probablement aussi en portugais, conformément à la politique du JAM, qui est de tout faire pour être lu par l'ensemble des marxistes et militants révolutionnaires africains.

Nous publions ci-dessous le texte intégral de la Déclaration Finale adoptée par le colloque.

DECLARATION FINALE du Premier Colloque du Journal des Marxistes Africains (JAM) sur « Crise et Transformation en Afrique » organisé à Accra, Ghana, du 11 au 13 août 1986

Le Colloque s'est déroulé avec la participation de plus de cent personnes venues des pays suivants : Ghana, Libéria, Kamerun, Sénégal, Nigéria, Zambie, Zimbabwe, Afrique du Sud, Namibie, Angola et Kenya.

Ont également pris part les organisations suivantes :

- Le New Democratic Movement (NDM), Ghana
- Le United Front (UF), Ghana
- Le Green Book Study (GBS), Ghana
- Les Trade Union Congress (TUC), syndicats du Ghana
- Les Committees for the Defense of the Revolution (CDR), Ghana
- Les Kwame NKRUMAH Revolutionary Guards (KNRG), Ghana
- La SWAPO de Namibie
- L'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud
- Le Socialist Workers and Farmers Party (SWFP) du Nigéria
- La Ligue Démocratique/Mouvement pour le Parti du Travail (LD/MPT) du Sénégal
- L'Union des Populations du Cameroun (UPC).

Le Colloque a permis de faire avancer les objectifs du Journal des Marxistes Africains, dont le premier est de servir de forum pour permettre d'exposer les éléments de base du marxisme-léninisme conformément aux conditions de l'Afrique.

La rencontre a relevé que le Continent est enfermé dans une profonde crise du néo-colonialisme, et a conclu que la solution à cette crise est dans la lutte révolutionnaire et les transformations sociales.

L'opinion qui s'est dégagée est qu'un combat profond est nécessaire pour faire avancer l'utilisation du socialisme scientifique comme guide pour l'action, en vue d'obtenir l'indépendance économique et politique de l'Afrique.

Le sentiment général a été que les marxistes-léninistes Africains sont préoccupés par la lutte pour la démocratisation de la société, sans laquelle il ne peut y avoir ni progrès ni développement véritables. C'est pourquoi les marxistes-léninistes doivent renforcer les organisations démocratiques et être dans les luttes politiques concernant les droits de l'homme, questions capitales dans l'Afrique d'aujourd'hui. Pour ces objectifs, ils doivent coopérer avec toutes les forces progressistes du Continent.

Les marxistes africains doivent travailler à la promotion des causes du peuple travailleur — les ouvriers et paysans —, les causes des opprimés et des victimes des inégalités dans la société, pour leurs droits économiques, politiques et sociaux.

Le Colloque a accordé une attention particulière à la question de la libération des femmes. Il est arrivé à la conclusion que c'est un problème fondamental qui doit être posé avec le maximum de vigueur. Les participants ont reconnu la nécessité d'améliorer les pratiques existantes dans les mouvements et organisations à propos de la question féminine. Les femmes doivent être pleinement intégrées dans la lutte à tous les niveaux, afin d'assurer qu'elles prennent leur juste place en pleine égalité au triomphe de la démocratie et lors l'avènement de sociétés socialistes.

Le Colloque a exprimé sa solidarité avec l'ANC et la SWAPO, et un soutien ferme à la campagne que des sanctions larges et obligatoires soient infligées au régime de l'apartheid. Il condamne les positions de Reagan et Tchater sur l'Afrique du Sud, et l'attitude hypocrite des états de la CEE.

Il demande la démantèlement de toutes les bases militaires étrangères en Afrique, et condamne résolument l'invasion en cours de l'Angola par les troupes nazies sud-africaines. L'attitude des pays africains de « lignée de front » a été chaleureusement approuvée.

Les participants expriment leur solidarité, avec le sommet du Mouvement des Non-Alignés qui va se tenir à Harare au Zimbabwe, et demandent instamment aux Chefs d'état et de gouvernement, d'adopter une attitude de ferme contre l'apartheid et l'imperialisme.

En vue des objectifs ci-dessus mentionnés, le Colloque appelle instamment au développement d'une coopération étroite entre toutes les forces progressistes du Continent, et la mise en œuvre d'une solidarité concrète, en principe et dans l'action.

Conformément aux vues internationalistes qui ont été partout présentes, le Colloque affirme la nécessité d'une solidarité avec toutes les forces du socialisme et de progrès dans le monde entier.

Le Colloque remercie chaleureusement le Comité National Ghanéen du Journal des Marxistes Africains, pour ses efforts considérables pour l'organisation de la rencontre ; le Ghana Institute for Management and Public Administration (GIMPA) pour l'utilisation de ses locaux ; les Comités pour la Défense de la Révolution (CDR), à la fois pour leur participation, leur soutien, et le message chaleureux adressé en leur nom au Colloque par le Conseiller Politique pour le Développement Économique au sein des CDR ; ainsi que le Gouvernement du Ghana.

Accra, Ghana, le 13 août 1986.

NDLR : Cette déclaration a été adoptée par le Colloque et rendue publique simultanément en ses versions anglaise, française et portugaise.

« AFIN QUE NUL N'OUBLIE »

de Gaston Donnat, un grand livre d'Histoire

Les Editions L'Harmattan viennent de publier dans leur collection « Mémoires Africaines », un livre de 398 pages, d'une grande importance historique. Il s'agit du témoignage d'un vétéran anti-colonialiste français, militant communiste et syndicaliste, Institutrice de son état, aujourd'hui septuagénaire, M. Gaston Donnat, qui a consacré 34 ans de sa vie à la cause des peuples africains victimes du colonialisme et du néocolonialisme français. Le livre de

Donnat est intitulé :

« AFIN QUE NUL N'OUBLIE
L'itinéraire d'un anti-colonialiste
Algérie - Cameroun - Afrique

Ce titre un peu long a pour avantage de situer d'emblée le lecteur dans le sujet.

Il s'agit dans ce livre avant tout d'un itinéraire au sens géographique du terme, en tant que trajet, parcours, pays habités ou visités par Donnat de son ber-

caïl provençal français qu'il quitte à 18 ans, et qu'il rejoint définitivement en 1965, après s'être fixé successivement en Algérie (de 1931 à 1944), au Cameroun (1944-1947), à Paris, comme membre de l'Assemblée de l'Union Française (1948-1952), en Algérie à nouveau (1952-1965), et s'être rendu, à l'occasion de son mandat à l'Assemblée de l'Union Française, dans presque tous les Territoires sous domination française en Afrique d'Afrique du Sud et aux Antilles. Il s'agit dans ce livre avant tout d'un itinéraire au sens géographique du terme, en tant que trajet, parcours, pays habités ou visités par Donnat de son ber-

caïl provençal français qu'il quitte à 18 ans, et qu'il rejoint définitivement en 1965, après s'être fixé successivement en Algérie (de 1931 à 1944), au Cameroun (1944-1947), à Paris, comme membre de l'Assemblée de l'Union Française (1948-1952), en Algérie à nouveau (1952-1965), et s'être rendu, à l'occasion de son mandat à l'Assemblée de l'Union Française, dans presque tous les Territoires sous domination française en Afrique d'Afrique du Sud et aux Antilles. Il s'agit dans ce livre avant tout d'un itinéraire au sens géographique du terme, en tant que trajet, parcours, pays habités ou visités par Donnat de son ber-

LIVRES ET MUSIQUE

« TU VERRAS LE SOLEIL »

Un Super 33 tours du Groupe Djala li Lon

Beaucoup d'artistes sortent disques et cassettes qui font vibrer les fesses. Les rythmes endiablés vous entraînent dans un étourdissement où on oublie tout : femme, mari, conscience, lieu où on se trouve ; on oublie qui on est, ce qui se passe bref : on s'abrutit ! Et quand les paroles se mettent de la partie, alors il y a des histoires à n'en plus finir... et on finit encore par oublier, là où on est... par habitude. Par habitude aussi on accepte des paroles qui ne nous touchent que de loin alors que la musique nous entraîne encore plus loin. Bref la variété fait ses petits et nous, on écoute... Alors on tourne encore plus furieusement les fesses, comme pour se débarrasser d'une réalité qui nous accable.

Pourtant des artistes, des musiciens ont fait leur, cette belle maxime : « la musique est l'arme du futur ». Certains ont conjugué le futur au passé composé, lorsqu'ils ont chanté les louanges de la RIMO... le temps d'avoir une petite inscription à la SOCADRA. D'autres aujourd'hui sont gré, malgré chant Nelson MANDELA... Ils appauvrisent tellement la cause, par des paroles insipides, qu'on sent le commerce. D'autres encore chantent l'Afrique... Il n'y a pas d'artistes, de musiciens, de paroliers qui ne s'engagent. Chacun choisit son chemin, arrache les épines, met des gants, étouffe parfois ses peines, mais, ils s'engagent les artistes. Même ceux qui hier firent du TAM-TAM pour l'Ethiopie une immense escroquerie morale ! Ils s'engagent : MANU, FRANCIS BEBEY, etc. Ils s'engagent... Alors DJALA, un groupe « afro-antillais », a choisi de faire un disque, au mois de juin. Il le dédie aux « prisonniers politiques du Cameroun et d'ailleurs ». Le titre de l'Album : « Tu verras le soleil... ». Vous vous étonnez ? Non... Suivez-nous, découvrez ensemble cet album, véritable hymne d'amour et d'espérance : « Tu verras le soleil... »

**MOTTE A NGA DUG WA !
ON T'A TROMPÉ !**

Quand on a arrêté ZEZE SAMUEL, DJALA LI LON a plâqué un accord sur sa guitare. Quand on a arrêté MENDOMO Elisabeth, il a plâqué deux accords. Quand on a arrêté LOUKA BASILE, trois accords sont venus d'eux-mêmes, à l'arr-

pège de ses doigts. Et quand on a arrêté l'un, puis l'autre, puis l'un, puis... PUIS LES AUTRES, alors sur sa guitare, il a mis son capodastre, et les notes ont filtré de ses doigts, et il a plus des harmonies, mélangé à ses larmes, à sa douleur, à sa force aussi.

Alors RAIA LAMARE, auteur déjà du majestueux SOLOMON MALHANGU, a pris sa plume, et « MOT TE A NGA DUG WA », a donné Renouveau an ne suza ». Et nous voici de plein-pied dans la vie, la musique, les notes, les airs de fête et encore la vie. Le « Renouveau c'était donc ça » ? S'interroge-t-elle ironiquement. « On t'a trompé » lui répondront les chœurs. Et c'est ainsi que l'album « Tu verras le soleil » devient œuvre collective !

Avec Jean-Claude le batteur, Oscar le bassiste, Afanou aux claviers, TCHAK BILIM aux percussions et Daniel encore aux percussions, ils ont refusé que les gens s'habituent à ce que d'autres restent en prison... Plusieurs mois, voire plusieurs années. « Tu verras le soleil » : pour signifier que ni dans l'habitude, ni dans l'oubli, on n'enfermera les consciences. Lorsque la culture prend les contours réels de la vie, lorsque l'art est au service de cette vie sans se laisser asservir par un quotidien parfois mesquin, alors cela donne cette éclatante mélodie, cette clameur qu'il est bon d'entendre « dans l'habitude ou alors l'oubli... » afin justement que nul n'oublie. Quand se mêlange à la conscience d'un artiste, la générosité d'un militant, la sensibilité d'un citoyen, cela donne un disque, deux titres : « Mot te a nga dug wa », et « Dans l'habitude ou alors l'oubli... ». Et ça, c'est une production du groupe DJALA dont nos colonnes ne finiront pas de dire l'initiative, l'audace et la générosité.

Achetez le disque, écoutez-le. C'est un passeport pour le courage, et les mélodies sont de dignité. Et si à l'aéroport on vous refuse l'étui, faites une cassette, et diffusez-la... « Tu verras le soleil » ! Qui ne le voudrait pour ceux qui aujourd'hui sont enfermés dans les geôles ? Je suis sûre que ceux et celles qui entendent le langage de l'intelligence ne manqueront pas de se procurer ce magnifique maxi 45 tours. Retenez bien : « Tu verras le soleil » !

E. IDAKE

ces et recherche instinctivement dans la vie la compagnie des vrais humains répondant au crédo républicain de Liberté, Egalité et Fraternité pour tous les hommes et tous les peuples qui le berça dans son enfance.

Le divorce criard et révoltant qu'il constate en Algérie entre les principes proclamés et l'intolérable situation des sous-hommes imposée aux indigènes, l'incite à rechercher les rares Français pieds-noirs ayant comme lui cette situation en horreur. C'est ainsi qu'il se retrouve d'abord avec les socialistes, et ensuite avec les communistes qu'il considère comme étant plus conséquents que les socialistes sur le terrain de l'action.

Les actions de protestation et de grèves où il prit une part active à l'Ecole

Normale lui avaient préparé des victimes de la colonisation pour sa formation. de syndicaliste, en quête l'écrivain de gauche français pour les travailleurs d'un cais Gilles Perreault a préféré le monde de plus de justice, le livre de Donnat, tandis que le syndicaliste et le que l'historien africain communiste que Donnat progressiste bien connu, J devient, bien que discipliné Suret-Canale a écrit la post s'impose comme règle d'or face. Les deux écrivains de rester constamment à rendre hommage au té l'écoute de la réalité, et de moignage enrichissant de se méfier de toute attitude Gaston Donnat du point de vue de l'éclairage qu'il apporte à l'histoire de la dernière période de la colonisation.

Livre à lire pour quiconque veut connaître les conditions de la naissance du Mouvement National Kamerunais, en ces moments où la falsification de l'histoire de notre pays est éléve au rang de ligne de conduite par le pouvoir à place. Michel NDOH

L'Harmattan, Paris
150 FF (7500FCFA)



The Voice of Kamerun

CENTRAL ORGAN OF THE CAMEROON PEOPLES' UNION (UPC)
Kamerunian Section of the African Peoples' Revolutionary Alliance (APRA)

Published by the Central Committee of the UPC

August-September
1986 Issue 6

The UPC is « the Immortal Soul of the Kamerunian People ». It is the revolutionary party of Ruben UM NYOBE, Félix MOUMIE and Ernest OUANDIE, fighting for a true re-unification, a genuine Independence and

the well-being of the peoples of Kamerun and Africa, which implies a DEMOCRATIC AND POPULAR REGIME AND THE STRUGGLE FOR SOCIALISM.

Kamerun : 100 F
Abroad : 6 FF

Editorial

MASKS OFF !

by Marguerite EBELE

President Biya has introduced his drafted 1986-87 budget to the National Assembly. In this occasion, he spoke on certain developments on current events. He announced that the budget was to amount to CFA 800 billions in the forthcoming year, instead of CFA 740 billions for the last one.

No doubt Kamerunians will be delighted to learn that all is going very well. Kamerun is already marching towards the "New Deal" era in a tremendous speed. So we shall only go back to a few points which the President spoke on during his sweeping speech.

The mask in economy...

Mr Biya considers as quite obviously achieved "the consolidation of the support to the economic growth as well as the pursuit and the strengthening of the policy of rehabilitation of our public finances".

But when you keep in mind the catastrophic situation of the public corporations at the head of which Paul Biya has once again appointed several Ahidjo's former barons — after they have been accused of corruption, embezzlements, mismanagement, etc... — , you are amazed. When you remember that Celucam, this big industrial unit in

Edea which has been in a deadlock since 1982, has just been simply and solely dissolved, you are once more amazed. And again, when you keep in mind the amount of money given to monopolies from France, the UK, West Germany, the USA, Japan, etc... in all sectors (banks, industries and agriculture...), you are astounded by such a brazen lying.

Mr Biya has asked to raise to CFA 250 billions the ceiling of government loans to finance various projects ; a stand which leads to growing concern amongst informed people in this country.

These few economic datas give indications on the political goals of the "New Deal" government. And the least one can say, is that these goals are far from clearly expressing the so-called "will to master our economy". Even if the regime tries to infer advantageously from the alleged fact that "only" CFA 460 billions (out of 800 billions) will be allowed to the functioning budget, the remainder being used to investments. This means that nearly 60 % of the whole budget of the government are used in non-productive activities, for the functioning of ministries which you never know what they use this money to.

...And in politics...

On the politics, Paul Biya believes that the State, e.g. Biya himself, (Continue, page 2)

aim was so obviously to discredit gentlemen arbitrarily arrested and detained, that we prefer coming back on the question and keep calm for a moment.

But despite all this, we are able to announce that the following have recovered their liberty : Elisabeth Mendomo, Abanda Kpame Pierre, Boum Jean-Pierre, Chindji Kouleu, Dikourme Mbongo, Joky Alexandre, Louka Basile, Mbanga Kendeg Paul, Mouind Jacques, Mouyeme Albert, Ndema Same Alexis, Zézé Emmanuel, Owono Mirimbo, Ella Essi. (Continue, page 3)

Wonderful ! President Biya has succeeded in freeing citizens he has never arrested... This issue of our journal was already being printed, when informations came announcing that some of the persons arrested from October to December 1985 have been set at liberty. In the same way they have been arrested and detained (silently), Mr Biya started releasing them silently, on Saturday 23 August 1986.

No sooner than August 27, did Mr Biya order his repression minister Mengueu to issue a communiqué full of glaring lies and fib stories. The

Political Abuses, fairy tales about a "New Deal"

WHAT ABOUT DEMOCRACY NOW ?

by John NGWA MUTUMBI

The question of how to improve the political image of Kamerun is more and more becoming a crucial issue at the present moment. Even President Biya is aware of this, since he has even decided to go on lobbying in France and, may be, in other countries paying CFA millions to secret agents in order to shape that image.

But the central question is : why is this image so weak, despite all the efforts made under former dictator Ahmadou Ahidjo during nearly 25 years ? And more precisely, why are so many Kamerunians accused of contributing to the weakening of this already bad political image of our country ? In order to understand this problem and the solution that we, in the UPC party and the MANIDEM Movement, are proposing to all progress-oriented men and women in our country, it seems useful to first recall some historical points.

MANOEUVERING TOWARDS A DICTATORSHIP

After the French imperialists manoeuvred things and installed Ahidjo in power in Kamerun, the later discouraged many people, and more especially the anglophones of the necessity of other political parties like the UPC. These parties were from then, painted with the image of « rebels ».

Indeed, every opponent was presented as a UPC militant. And by so doing, Ahidjo's regime made us fail to realize the real role that a party like the UPC not only had played in the past period, but also the role he could play in Kamerun present and future.

But with the lapse of time, Kamerunians of good will have begun to foresee the necessity and usefulness of legalizing other political parties. In this country, and, first of all, the UPC, which is, not only the oldest political party throughout the country, but also the only one which is capable to embrace a great part of our national population without police constraints. The main issue which led and is still leading more and more Kamerunians to this important conclusion is in fact the democratic issue. In other words, it is the question of the dictatorship imposed to our country for over 25 years.

Indeed, since the creation of the unique party CNU in 1966, followed by the abolition of the Federated States in 1972, not only has any sort of genuine political representation of Kamerunians been suppressed, but furthermore and specifically, the representation of anglophones has gradually

(Continue, page 2)

EMOCK ELANG, UPC VETERAN, DIES AT LUANDA

Our comrade Emock Elang Thomas, alias Costa, 62, a veteran who has been member of the Cameroun Peoples Union (UPC) since the early 50s (nearly from the very founding of our party), died at Luanda (Angola) on August 12, 1986. The death has been caused by cardiovascular problems.

Comrade Costa fought colonialism for independence, and was several times in jail in the 50s, under franco-british colonial rule, especially in the Douala New-Bell prison. But he never gave in to this savage repression.

After the neo-colonial independence and the setting up of the Ahmadou Ahidjo's dictatorship which many patriots surrendered to, Costa, like several other UPC militants and cadres, refused

neo-colonialism and continued the way Um Nyobe, Moumie, Ouandie and our martyrs and heroes have been fighting for.

He became one of the most senior aides of the Revolutionary Committee of the UPC, the party Leadership from 1962 to 1982, which was chaired by Ernest Ouandie from 1962 to his assassination in 1971 by Ahidjo and his French masters.

At the 3rd party congress held underground in 1982, Comrade Costa delivered the opening speech, was elected member of the congress bureau, and chaired several sessions of the meeting. At the end, he was Member of the Central Committee of the UPC, the new party Leadership since then. This man-

PRESS COMMUNIQUE

By The Politburo
of the UPC
Central Committee

Since Friday, August 22, 1986, poison gaseous volcanic eruptions, in the Nios Lake in the Wum area, have taken a heavy toll of human life.

The Cameroun Peoples Union (UPC) and its Leadership are deeply affected by this national catastrophe, since the official figures amount to nearly, 2 000 people killed.

ON THE NIOS LAKE NATIONAL CATASTROPHE

The UPC Politburo has instructed all party members who are doctors or qualified in paramedical fields and who may be useful under these circumstances, to enlist and ask the authorities to give them the possibility to bring contribution in the fight against this disaster.

Meanwhile, it is right to recall that this is not the first time that people die in this

country by such gaseous volcanic eruptions. The last case took place on August 15, 1986 and at least 35 peoples were then killed. It therefore was possible to take adequate measures in order to avoid the great confusion we are witnessing now, and to reduce the size of this disaster. More precisely, it's completely unacceptable that at the national level, the Health services have been totally short of adequate material means to face this situation.

Mr Biya's government bears a very heavy responsibility in this terrible tragedy. But time will come for a balance sheet of responsibilities.

At the present moment, the UPC urges our People from all regions, to bring the maximum aid to our compatriots of the distressed areas.

We call our People to once more give a proof of their solidarity spirit in front of difficult events.

August 25, 1986.

On behalf of the Politburo
of the Central Committee.

Edouard Manga Dr Samuel OYONO
Politburo Members

(Story continues page 3)



CONTENTS

- 2-3. Continued from page 1
- 4. Free all political prisoners !
- Tortures in the BMM...
- 5-6. CPDM discriminatory policies against West Kamerun
- 7. Human rights for newsmen
- 7. A colloquium in Accra

**DINKA's LIFE ENDANGERED !
MR BIYA MUST FREE THE LAWYER !**

EDITORIAL

has carried out his engagements. And he therefore asks all Kamerunians to "stand more and more widely open to all social categories, to take upon themselves all national sensibilities, to benefit from the energies and lights from all national dynamic forces through all their different manifestations which all are different forms of intelligence..."

You really think you're dreaming! Dictatorships must have impenetrable delights for those who are in power. So one must understand that in Bulu language, "overture" means jailing people; that "expression of national sensibilities" means unique party, and "intelligences" mean His master's voice behaviours. Otherwise, how can you understand that a Head of state who claims to respect the law, makes such speeches completely disconnected with the reality which millions of Kamerunians undergo every day?

The hundreds of people arbitrarily kept in jail for over 10 months and at one moment frightened to be sent into concentration camps certainly don't enjoy the same paradise Mr Biya is speaking about. May be doctor Sende Joseph, who has been and continues to be bothered by Mr Biya's police following the trial which aimed at making the CNU-CPDM régime recognize in patrice the legality of the UPC, has threatened the state security? Certainly the UPC doesn't belong to the "national dynamic forces", this very UPC which was the first and almost alone to fight for genuine independence and unification of the Fatherland. May be this party doesn't at all represent a "national sensibility" since its members are... Soviets and Cubans? And yet all national sensibilities enjoy the right of expression in this country which is respectful of the law, which law is of course basically codified in the very CNU-CPDM Constitution. And everybody knows that this Constitution guarantees... multipartyism.

Whom and what must therefore people believe to? The fundamental laws set up by these very men in power and which are supposed to rule the national life, or the completely contradictory speeches by these same men? Those who take it into their heads to respect the laws are thrown into prison exactly by those who don't respect the same laws. In a country allegedly respectful of the law, barbarism and arbitrary are in fact the law!

Really, we think it's time for Mr Biya to put his practice in accordance with his speeches. His loss of credit is more and more growing, and he is finally being caught into the meshes of his own net. Very few people are really trusting him any longer. And even some of his friends have started breaking away from him, like this Mr Sengat Kuoh who has now fled abroad, and from now on declares to everybody that he "no longer understand Biya"...

When President Biya insists on an alleged great number of newspapers and books published under Kamerunian signatures, to prove that some

(Continued from page 1)

progress has been achieved in the cultural life, that really beats all!

Because everybody perfectly knows that these journals are compelled to reproduce official speeches unless they immediately fall under the censors' pen, or are simply forbidden. Everybody in Kamerun knows that sports and "squashed dogs" stories usually take the place of informations in most of these journals. As far as books are concerned, Kamerunians as well as foreign observers will wonder why and how the regime can try to take advantage of their publication since all of them are published out of the country. Those published inside Kamerun generally are only unskilful attempts to theorize the "New Deal" policy. All books, even timorously critical, are banned, and their authors often harassed by the political police CND.

All this is happening on the soil of a country which has allegedly adopted the non-imported ideology of "communist liberalism" produced by "The New Great Comrade Paul Biya, a God's Envoy to Cameroun". And on this chapter, one can recall the "general mobilization" which followed "the Tillier affair", a story revealed for few minutes by a french TV channel and by the French weekly "L'Événement du Jeudi". But which immediately became a great national event. Nearly 10 issues of "Cameroun Tribune" have been dedicated to that story: tens of "Motions de soutien" to the "Great Comrade" came from the whole country; several communiqués were released; the army was asked to stand ready; neo-colonialism was discovered and denounced... Briefly speaking, a new plot, international, has been uncovered with ramifications in all neo-colonialist circles. Nevertheless, and paradoxically, this story was considered as... a small incident. An incident which has strongly shaken the New Deal regime. What a funny!

Incurable fragility

Such a behaviour at least makes some questions arise about the regime's own confidence on its popularity.

Today, one point is quite clear. Behind all its erratic behaviours, all the uncertain loops of Mr Biya's "mastering" policy, stands one and a constant line: panic for everything.

Indeed, few leaflets are distributed, and hundreds of peoples are arrested. A short article appears in a journal, and immediately "a terrible and tremendous plot" is uncovered, state security is threatened...

These are signs to catch and understand: all these actions by the regime express nothing but a kind of disarray.

But this doesn't mean that the situation will change towards democracy and multipartyism without Kamerunian's action. Really, nothing will change as long as our compatriots will not actively mobilize themselves, in order to impose this change which is needed by our country at the present time.

M.E.

WHAT ABOUT DEMOCRACY NOW?

(Continued, from page 1)

ly decreased in such an extent that today, the laters are really considered as second-class citizens in what is termed as being their own country. Some people often only insist on the fact that this anglophone representation has fallen to ridicule at ministerial posts and at posts of Directors and so on. Of course, in terms of participation in the management of the country, this is important. But it is not the main aspect of the question. Similarly, prominent anglophone politicians like Endeley, Foncha, or even Bernard Fonlon, Ebge, Mukong and others, some of whom played a great role in a country like Nigeria and during the struggle for Independence, have gradually found their political image dwindle down to nonentity despite the tricky efforts made by Ahidjo to maintain them on the political scene by creating caricature posts like "Grand Chancelier des Ordres Nationaux"...

A number of constitutional rights have from time to time been baffled up and altered at will without consulting the public opinion. Just to briefly cite a number of clear-cut examples, (1) the rapid declaration of the May 1972 referendum creating the United Republic followed a few days afterwards by a vote in which the public was not conscientized at all; (2) the alteration of a constitutional phrase permitting the President of the National Assembly to assure tentatively the role of President whilst constitutional elections are organized, but he is not allowed to be a candidate himself; (3) Zé Nguellé's ministerial decree introducing an obligatory French language exam in the GCE, which led to the strike of the anglophone students in Yaoundé University.

Needless to mention other numerous and similar incidents that the candid eye can lucidly see, and—which have already led the most of the grievances raised by the anglophones or other Kamerunians ethnic groups involved.

THE REAL CAUSE OF DISCONTENT

Are anglophone really unhappy because they are under-represented at ministerial level, as some people inside and outside our country try to present the problem of the great discontent being seen in Kamerun today?

Apparently, the reply seems to be "yes". But in reality, this is false. Why?

Because may be our two first heads of states, Ahidjo and Biya, having in mind the objective of assembling together the Kamerunians peoples, were obliged to take some decisions which seem to disfavour the anglophone minority. Where then is the loop-hole in their system?

The main point is that they have not been able to replace the changes or alterations they made, by an adequate system acceptable to the anglophones. A system which permits them to make themselves heard and thus permitting them to really participate actively in the construction of a new society. Another fundamental point to keep in mind is that, really speaking, even the great majority of francophones, millions and millions of people, have been treated in the same way as the anglophones. And the set of these two points makes this problem of "Anglophones versus Francophones" a bogus division, as soon as you consider the very roots of the crucial problems facing the Nation.

This lack of liberty, and the need of freedoms, of rights which derives from it, are the real offshoots of the discontent in Kamerun today.

What is termed to be "The anglophone question in Kamerun today", arises from the One-Party system, which tends to impose everything on them, and, as we said, to everyone in our country. Even if Biya nominated ten "voiceless" anglophone ministers out of 32, the problem will not be solved. The unique party invests all the powers on the President and the Presidency. And whatever the good intentions of a head of state, if the structure

of the party and the efficiency of its units are poor (and this is characteristic of a good number of our African countries, francophone as well as anglophones, despite some minor difference), you can be certain that there's going to be a great lot of troubles. And since the head of state cannot be everywhere to control the just implementation of his laws and policy, since he can only stay in his office and make speeches calling for justice of civil servants, you can also be sure that tribalism, nepotism, corruption and the snubbing of the minorities increase in as much as they don't have the means of expressing their dissatisfaction.

A good example of this situation can be seen in most of African countries undergoing a unique party system. Take the case of Zaïre. There, things have reached a state where Mobutu is now presiding over a sort of economic disaster despite the enormous potential economic wealth of the country. Such a situation will sooner or later be reached in our Kamerun if we don't react now for the positive change.

For tens of years, even the few anglophones in government as well as the other "barons" in this unique party, all these people only try to ameliorate their links with the head of state, often called "His Excellency The Great Comrade, National Chairman of our Great National Party...", so as to be able to consolidate their places, instead of defending the rights and needs of the citizens they are supposed to represent. And since you can easily be thrown out of the political scene (we have already seen the example of Foncha and others), you are obliged to shut up your mouth if you intend staying in. Besides, if the head of state is a dictator (which is not so difficult to become, especially in a unique party system), laws are enacted from above and imposed on the population at-will, without really taking into consideration their political aspirations. All this is bound to happen under a bourgeois unique party system, as in Kamerun today.

The unique party has created in Kamerun a certain class of politicians, Francophone especially (but also anglophone : look at Pa Muna, not to speak of others), full of vicious pride and the desire to oppress the minority groups (and of course the majority of workers, farmers, all the working people in this country). These people feel that the right to responsible jobs in our country belongs to them alone and for ever. For over 30 years, they have mismanaged the Kamerunian riches to their personal interests. On the other hand, this situation has gradually led to discontent, dispair, uncertainty, about the future of the whole Nation; and even to frustration and a kind of negativity or defeatism as regards to national politics. It is notorious that the so-called "bilingualism" is a shameful failure.

WHAT THEN IS THE TRUE AND UNIQUE SOLUTION?

Mr Biya and his friends are making the biggest error to think that creating a multiparty system in Kamerun now, would lead to what they call "Ethnic divisions".

Not only has a public opinion poll by *Le Messager* obviously proved the exact contrary. But furthermore, in view of the existence of many ethnic groups, and the presence of the Francophone/Anglophone issue, our country is in fact one of the unique countries in Africa, where a well-negotiated and organized multiparty system could permit a peaceful and successful co-existence of this complex multi-structure in as much as there's no ethnic group in Kamerun that can try to monopolize the political scene without any possible confrontation or opposition by the other ethnic groups taken together.

(end of story, next page, col. II)

DEMOCRACY NOW .

One may be led to astray to think that the unique party is the best structure to assemble Kamerunian multitudes together. This was the slogan Ahidjo and his friends launched in 1966 in order to impose their CNU, which became the CPDM last year at Bamenda. But experience has shown us in Kamerun as well as other neighbouring countries of the one party regime, that when people are invested with absolute power, they don't use it correctly for the majority of the population. The argument according to which a multiparty system would lead to the creation of hundreds of small ethnic parties is not grounded at all. This has been clearly proved by *Le Messager* poll in 1984. And secondly, according to the federal law n°67/FL/19 published on June 12, 1967, any association, organization or political party founded on the ground of tribalism, ethnic group or regionalism is forbidden in Kamerun. So, it is quite clear that President Biya and his friends are not grounded at all to try to frighten Kamerunians with such empty arguments. Let Mr Biya apply this law instead of the repressive laws left by Ahidjo. The situation of our country today is such that a one party system is not fit at all to embrace this complexe society, in as much as there can never be any true criticism or auto-criticism within this unique party, where the political hierarchy always obliges people to be silent even if they have bright ideas useful to the progress of the country but which are distasteful to these corrupt barons. So, we need a multiparty system : this is the way towards democracy ! If there were such a multiparty system in Kamerun today, Kamerunians, Anglophones or Francophones, would certainly distribute themselves within these parties depending on their political aspiration only, and not according to ethnic feelings basically. And even a francophone politician would stand up one day in the National Assembly (or out of this) to argue openly for such or such an anglophone region, not because he comes from that tribe, but because he feels this is correct to do it. And conversely ! In the same way ; even if there were only 3 anglophone (or, conversely, francophone) ministers in the government, the freedom of speech existing within the country (due to the multiparty structure) would permit any of them to air out openly his opinions or manifest his indignation against any unjust decision without fearing of being thrown in, like Fongum Gorji DINKA or some UPC militants and leaders during the last ten months. And besides, the public will be conscientized and their opinion would be sought in case of delicate decisions. And the government in power will have to think twice before finally taking decisions at least on key issues.

By imposing on us the one party system, Ahidjo and then Biya, are pretending to unite without uniting the Kamerunians. Everybody in the country knows that people in Yaoundé, Douala, Bamenda, Maroua or Buea etc, still live in small separated groups of Anglophones and Francophones. Without any real desire to unite or integrate together, as if the union was only made to enable the Francophone CNU/CPDM barons benefit from the petrol under the West-Kamerunian soil. Or as if without this petrol in West-Kamerun, the United Republic would have been needless.

Today, the dissension between common Francophones and Anglophones increases each day throughout Kamerun, whilst the political barons occupy themselves with amassing personal wealth instead of trying to find a solution to the question of how to organize the political system in order to best unite the Kamerunians.

This is the main problem Kamerun is facing now : the question of the democratic change.

J.N.-M.

POLITICAL PRISONERS RELEASED

(continued
from page I)

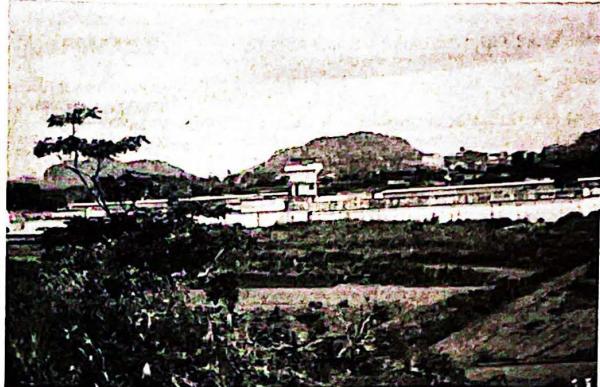
We shall of course come back commenting on this event in our next issue.

As soon as it was informed about this situation, the Secretariat of the UPC Central Committee sent the following message by telex to Mr Biya :

While we continue deeply regretting that, in a state which pretends to be respectful of law, citizens are still being arrested, detained and then released without any charge or trial, the UPC records with satisfaction the freeing of its sympathizers, militants and leaders, as well as that of other democrats, which has taken place on the evening of Saturday 23 of August. Stop. This wise decision by Your Excellency will avoid serious complications to the national political situation.

It should be completed now by the liberation of all persons arrested, to ensure that there is no longer a single political prisoner in this country.

The UPC demands that the released patriots quickly regain their professional situation they had before being arrested, and that a truly democratic-oriented policy be launched.



The yaoundé-Nkondengui prison, where these democrats have been detained for 10 months.

Honor to recall our demand for a urgent authorization to repatriate Thomas Emock's mortal remains from Luanda, where this veteran of the struggle for independence and progress of our country died. Stop.

High Consideration.

Doctor Siméon Kuissu
Deputy Secretary General of the
UPC.

We already would like to thank all people, friends, democrats, progress-loving, human rights-fighters, humanitarian organizations, who helped us to achieve this goal of freeing even only a first group of political prisoners in our country. We ask them to continue for all those who still remain in jail and concentrations camps throughout Kamerun.

EMOCK ELANG DIES AT LUANDA

(Continued
from page I)

date was renewed by the 4th congress also held underground in 1984, since Mr Biya's « democratic overture » remains very far from recognizing legal multipartyism, despite the fact that this is included in the Constitution (article 3). Besides this UPC Central Committee membership, Costa also was Member of the Politburo of the National Revolutionary Council (NRC), which is the leading body of the Mandem Movement, the wide united front around the UPC.

Costa really devoted the whole of his life to the cause of the liberation of Kamerun and its people, the cause of the liberation of Africa. All UPC members and all Mandem activists were and are proud of belonging to a party and to a movement which have got men like Emock Elang Thomas.

Comrade Costa, who really was alive and kicking the last time I saw him, can be sure of one point : we shall keep his sacred revolutionary fire alive, and this till the final victory of our workers and peasants, the victory of the Kamerunian



and all African Peoples.

Costa is not dead : through his fighting spirit, he still stands beside us !

Elenga MBUYINGA

Above : COSTA, in a working group during the UPC 3rd Congress, held underground in 1982.

AU PROCES DES TRICHEURS DU RDPC

Les juges se déjugent...

Ci-contre, fac-similé d'une page du diktat que le Procureur général Djedjang a ordonné aux magistrats de la Cour Suprême pour qu'ils déclarent l'UPC sans existence légale au Kamerun ! Une forfaiture de plus...

Article 1er : Le jugement n°51/84-85 du 1er février 1985 en la matière d'Instruction Je la Cour Suprême est infirme.
Article 2 : L'association dite " Union des Populations du Cameroun " U.P.C. n'a pas l'existence légale en République du Cameroun.
Article 3 : Les personnes ne pourront se justifier ni pour ce...
Article 4 : La résolution de ce jugement n°51/84-85 du 1er février 1985 en la matière d'Instruction Je la Cour Suprême est infirme.
Article 5 : Le Procureur est nommé et mis de son/-

Z.A.P. du Procureur général
Yaoundé, le 11 juillet 1985



POLITICAL PRISONERS' SITUATION IN KAMERUN

APPEAL : Mr BIYA, FREE ALL OF THEM !

(Published in *Le Monde*, January 8, and April 12, 1986)

Mr Paul Biya's arrival at the Presidency of Cameroun led several Africans and foreign democrats to believe that this country would from now on undergo an open political system, democratic and respectful of human rights. The new President did claim it.

Now, despite some minor differences during the first months, compared to Ahidjo's era, President Biya's policy on human rights issues more and more appears as the very continuation of that of his predecessor. Otherwise, how can one understand the arrests operated silently, without any charge, which are taking place in Cameroun since October 1985 ?

While publishing below a list of people arrested and detained without any reason given by the Camerounian authorities, the undersigned :

— Ask president biya to free all peoples arrested, and to recognize in the practice all the rights contained in the Constitution of Cameroun ; and so, to put his acts in accordance with his speeches according to which « there is no longer a need from now on, to take the bush or go into exile in order to express one's ideas ».

— Ask all democrats who are interested to defend the human rights, to join them and to sign the present APPEAL by sending their signature to « APPEAL : Mr Biya, FREE ALL OF THEM ».

(Please, the names of the signatories will be published in newspapers with this text, in France, and if possible in UK and West Germany... and of course in Cameroun.)

SOME NAMES OF PERSONS ARRESTED AND DETAINED WITHOUT ANY CHARGE

1. ZEZE AKAMAYONG Samuel, journalist, member of the banned UPC party
2. MENDOMO Elisabeth, farmer
3. BOUM Jean-Pierre, physicist, Ph. D.
4. ABANDA KPAMA Pierre, electrical engineer
5. LOUKA Basile, mathematicien, lecturer in maths at the Yaoundé university
6. MBANGA KENDEG Paul, pharmacist, Head of the National Office of Pharmacy
7. MOUYEME Albert, architect
8. NDEMA SAME Alexis, computer engineer
9. JOKY Alexandre, biologist (cytologist), Ph. D.
10. CHINDJI KOULEU, Professor at the Institute for journalism
11. MOUIND Jacques, businessman
12. Fongum GORJI DINKA, lawyer, former President of the baristers of Cameroun
13. OWONO MIMBO Simon, former MP in 1960 under Ahidjo, detained during 15 years...
14. MAHAMAT Ali, policeman
15. LAWANE, Army officer
16. AGONOME Marcel, researcher at the I.R.A institute
17. EFFE BELIBI, former journalist
18. MOUSSA MAMADOU, lieutenant-commander in the Navy, commander of the Limbe base
19. DIKOUUME MBONJO, cadre in management at the CAPME
20. BATOUM Frédéric, former trade-union leader
21. FOSTO Félix, student in Italy, arrested while in holidays in Cameroun

We have a list of more than 50 peoples in this situation

PART OF THE LIST OF PEOPLE WHO HAVE ALREADY SIGNED THIS APPEAL

IN CAMEROON

BAKANG TONJE, doctor
BENG Yves, mathematician (teacher)
DAKEYO Paul, past and editor
FOTSO DJEMO, lecturer at Paris-Nanterre
KUISSU Simeon, doctor (physiologist)
MACK IT Samuel, doctor (cancerologist)
MESSI Gilbert, mathematician (computer-ring)
MOUKOKO PRISO, mathematician (teacher)
MOUTDOUE Albert, engineer
NDJOLE MINDJA Hilaire, mining engineer
ESSO Celestin, doctor (surgeon)
OYONO ENGUELLE Samuel, doctor (physiologist).

IN GHANA

KWAME NINSIN, Head of the Department of Political Science, University of Ghana, Legon, President of the University Teachers Association of Ghana
A. DENKABE, Lecturer, Univ. of Ghana, Accra
KWESI JONAH, Lecturer, Univ. Of Ghana, Leggon, Accra
J. SONGSORE, Lecturer, Univ. of Ghana
FUI TSIKATA, Lecturer, fac. of law, Univ. of Ghana, Legon, Accra
Ama OHENE, Lecturer, School of Perf. Arts, University of Ghana, Legon
Daniel BAGAH, Teaching Assistant, Dept. of Sociology, Univ. of Ghana, Legon
P.B. ARTHIABAH, Head of the Organization Dept of Ghana Trade Unions Congress
John OWUSU, journalist at the Ghanaian Times, Accra
Klevor ABO, Principal Research Assistant, Institute of Africa Studies, Univ. of Ghana, Legon

IN NIGERIA

BADE ONIMODE, Professor of economics, University of Ibadan
PADE BADRU, Lecturer, University of Port Harcourt
TOUNG A. ILUMOKA, Lecturer, faculty of Law, University of Jos
Leslie MOLARA OGUNDIPE, Professor of English, Ogun State University
OLA ONI, Lecturer, Ibadan

IN ZIMBABWE

Shadreck GUTTO, Lecturer in law, University of Zimbabwe, Harare
Shepherd NZOMBE, Lecturer in law, University of Zimbabwe, Harare

IN ANGOLA

Antonio NETO, Professor, Vice-President of the African Jurists Association (A.J.A.)

IN ZAMBIA

Eli H.B. MWANANG'ONZE, geologist, Chair of the Editorial Collective of the JAM

IN INDIA

BISWAL TAPAN PRASAD, Research Scholar, Dept. of African Studies, University of New Delhi

IN ISRAEL, AUSTRIA, WEST GERMANY, CHILE

Tawfiq ZAYYAD (Mayor of Nazareth, Israel), J. CHONCHOL (former minister of President Allende), Dr Christian BRODA (former justice minister of Austria, 1960-66 and 1970-83)

Alfred OFRISCH, (lawyer, writer, Vienna), Martin HIRCH (former judge at the Federal Constitutional Court, West Germany)

IN BURKINA FASO

L. Joseph SAWADOGO, ministry of Popular Defence, Ouagadougou
ZAKARIA ISSA Mahamat, Secondary School Professor, Ouagadougou
N.O. SAWADOGO, doctor, Ouadadoougou

IN BELGIUM

Patrick DE BOOSERE, Head of the International Department of the « Parti du Travail de Belgique »
GEENS Edward, President of the « Ligue Anti-Imperialiste »

IN SENEGAL

Abdoulaye BATHILY, Professor, University of Dakar, General Secretary of the Ligue Démocratique party.

IN THE UNITED KINGDOM

Ben TUROK, Director, Institute For African Alternatives (IFAAI), London
Paul OKOJIE, Lecturer, Manchester Polytechnic
July AKU OJINNAKA, Lecturer, Sheffield

IN FRANCE

Hundreds of University Professors, Lecturers, Researchers, Poets, Secondary School Lecturers, Artists, Writers, Prominent politicians... Among them :

Prof. Laurent SCHWARTZ, world known mathematician, Fields Medal, Member of the Académie des Sciences

Prof. Julien GUELFI, former prof. of medicine at Rennes University, former Head of the Rennes Cancer Center

Professors P. LECONTE, R. VERQUERRE, Richard LILLY, Daniel BECQUEMONT, Rodolphe BKOUCHE, Jacques DEGUY, A. DYMENT, J.P. HIRSCH, all from the Lille 3 or Lille 1 Universities, Alain MIGNOT, Rennes Beaufieu University

Professor Michèle MATRICON, Claude MAZARIC, N. MERCIER, R. STOCKMANN, Claude SEUREAU, J. VOVELLE, Michel VOVELLE, all from Paris 1 or Paris 6 Universities, Daniel KUNTZ, J.P. SCHIEBER, Strasbourg Louis Pasteur Univ., and others from Strasbourg, Rennes... universities

Poets, Writers or Artists and Journalists : François CREMIEUX, Pierre GAMARRA, Dominique GRANDMONT, Dominique LECOQ, Patrice MESTRAL, Jean-Daniel SIMON, André STIL, Gilles PERRAULT, Bernard LANGLOIS, Claude BOURDET...

Lawyers : Lucienne DIDNER-SERGENT (medal for Resistance during World War 2), Jean ESTABLET, Pierre KALDOR,

TORTURE IN THE CND-BMM-CENER

Below is the continued story by Albert Mukong, on his Imprisonment in the Yaoundé BMM in 1970 followed by a detention in concentration camps during Ahidjo's.

The story is taken from Mukong's book : *Prisoner without a crime*, a first part of which has been published in Issue 5 of *The Voice of Kamerun*. Mukong speaks of torture...

We have just been talking of this *balançoire* as though it is something you come across in normal life. It is a special torture device designed by the French in Algeria. It consists of two tripods of wood about 90 cm high. The tripods have holes in them into which fit the ends of a metal bar. The tripods are placed at a distance apart equal to the length of the metal bar. The victim is made to sit on the floor on his buttocks. His two legs are bent upwards and made to grip the metal bar against the thighs. The legs and hands are then tied up ensuring a firm grip on the bar.

The victim is then lifted and suspended from the bar on the two tripods. In

this condition circulation is very difficult at the points where the victim is tied to the bar. In the suspended position, you are pushed so that you execute swinging movements around the metal bar. At the points where your buttocks are raised most, the operating *garille* lands a solid stroke on you. An average man in good health cannot stand up to thirty minutes on this instrument and if you keep up to that thirty minutes on it, you may be maimed for life. Most victims break down at this stage and after having remained suspended there for five minutes, begin to be put down ready to sign their death warrants. (page 16-17).

If you can resist this beyond ten minutes, then

This part ends on a kind of pessimistic sentence by Mukong. But later, we shall see examples of prisoners who resisted these tortures successfully. And they are several. These processes are still continuing today under Mr Biya's regime. World opinion must know this !

the *courant* method is added. You may just be suspended on the *balançoire*. This is sufficiently excruciating to break down a highly stubborn will. You may be suspended and rocked on the *balançoire* which is still worse as the bar grinds into the flesh around the elbows and the knees. The rocking may be accompanied by strokes of the cane. Then finally the last addition is electric current which is applied to delicate parts of your body while you are suspended on this *balançoire*. The parts preferred are around the eyes, the genital organs, the armpits, the rectum, etc. Men or women all undergo these processes. These are the most dreaded methods of physical torture in the BMM.

It is indeed useless to talk on these tortures except for moral reasons if you were being asked to lie against another. But if they wanted you to sign false statements against yourself that supported their case, it would be better to sign them if you found out that they were determined to make you sign them. Half an hour or so on the *balançoire* maims you for life much worse than a few years in the detention camp. And when they are resolved, you will end up in the detention camp ; whether you sign or not. What then is the good in first resisting and receiving all these tortures (17).

(To continue in next issue)

CNU-CPDM ECONOMIC DISCRIMINATIONS AGAINST WEST-KAMERUN

by LANGA WANG

It may seem unfounded to those who are not conversant with the Kamerunian history of post-independence, to talk of a West-Kamerunian economy. But this is necessary because West-Kamerun had its political and economic institutions before the Foumban re-unification Accord was signed in 1961.

This accord could not have been signed without the West-Kamerunian consensus. The following lines therefore offer us another opportunity to see how cooperative West-Kamerunians were in the realisation of a United (?) Kamerun after independence.

Brutal reversal

In the Foumban Constitution, it was agreed, besides other things, that the greatest share of the states' revenues had to go directly into the federal treasury. The federal government thus had the right of taking over the running of many economic projects.

It is therefore necessary we give a brief summary of the economic situation in West Kamerun since October 1961.

One of the decisions which adversely and seriously perpetuated the West-Kamerunian economy was the presidential decree of 17th January, 1962, which suddenly ordered for the replacement of the Pounds Sterling by the Franc CFA. This was in itself a logical policy, since our economy became one. But what was ironical in it was the fact that it came just 3 months after reunification, without any thorough preparations to avoid long term instability in the West-Kamerunian economy. And since West-Kamerun could no longer comfortably trade with her old partners using its new CFA franc (Great Britain in particular, which used to absorb 60 % of our exports), a certain economic disequilibrium was abruptly installed. For example, inconveniences in our banana and coffee exports, which represented 50 and 15 % respectively of the total exports, arose.

France now had to benefit from the West-Kamerunian economy in addition to that of East Kamerun. Things were not the least easy for the former. The Cameroon Development Corporation (CDC) even announced in 1968 that it was to stop the cultivation of banana, because of the limited French quota allocation for it. France even went so far as refusing to respect this limited quota it had offered.

Communications : a total mess

Eventhough communication infrastructure was and still remains a real mess in the whole country, there is nothing wrong in presenting one or two aspects of it here.

This concerns the construction of the Douala-Kumba railway by the federal government first. The question which was posed by many West-Kamerunians was this : if this project was actually meant to enhance West-Kamerun's economy as Ahidjo insisted, why did the railway have to go directly to Kumba while bypassing Victoria (Limbe) and Tiko which were economically very active, with considerable agro-industrial produce ?

Concerning the question of roads, we prefer not to say a thing here. What is well-known in the country is that, if there are any petroleum producing countries in this world having bad

roads, Kamerun should not be far from the top of the list.

Yet, our country has always been registering positive yearly economic growth rates since "independence" and even up to 7 % since 1982. The situation in the whole country remains a complete mess, and the worst evidence Indicting the corrupt Ahidjo-Biya regime.

To stop here giving these elements of information on the economic field, we should not forget the assimilation of Powercam into Sonel. A move which has left the Yoké hydroelectric plant rusting. All electricity has to come from Edea. That was Ahidjo's work. And Biya has continued with this same economic policies of monopoly. But all these policies of hushing down the "weak" in their hundreds of millions, can no longer be but short-lived.

West-kamerunians' demands

This domain of economy also came under attack by the West-Kamerunian élites in their memoranda : this is one of the things they wrote concerning the discriminatory frustrations West-Kamerunians are subjected to :

"The preferential treatment given to french-speaking exporters as opposed to their English-speaking counterparts is outright discrimination. Most french-speaking exporters deal directly with overseas buyers whilst English-speaking exporters can only market their produce through the National Produce Marketing Board. Such discriminatory practices are only sowing the seeds of discord and discontent. We are asking that the North-West Co-operatives Association and the South West Co-operative Union should both be allowed to market their produce directly on the world market as is the case with UCCAO".

This is contained in the "Memorandum presented to the Chairman of the Cameron National Union party, Head of state and of government, on the occasion of the 4th ordinary congress of the CNU party holding in Bamenda from march 21st-24th, 1985, by the élites of North-West origin resident in Douala". It is a good example of one such demands which at first sight looks genuine.

On our part, the UPC and the Manidem Movement believe that this demand can only be totally justified in a situation where Kamerunians voted in their majority in truly democratic elections in which all political parties freely and decisively participated, even in a neo-colonial system. But, as everyone perfectly knows, this has never been the case in our country, since a neo-colonial bourgeois system has been automatically imposed on our people since 1960. And since social justice requires that, in whatever system of government, all citizens have to benefit equally from resources of the country, there can therefore be no justification for encouraging an unproportionate supremacy of francophone bourgeois over anglophone bourgeois in Kamerun.

This grievance by our West-Kamerunian compatriots should be rationally solved in the present context of the economic policies of the Biya regime. West Kamerunians anticipating to become millionaires have to have direct access to the world market like their francophone friends. This is supposed to be the rational result of Biya's policies.

But the UPC and the Manidem have unceasingly made known to the neo-colonial régime and our people that this is the cheapest method of exposing the country to foreign exploitation. Our West-

Kamerunian compatriots would have sounded more nationalistic if they instead said :

"... We are asking that all the french-speaking exporters be deprived of their licenses giving them direct access to overseas buyers, and instead proceed through the National Produce Marketing Board as the South-West and the North-West Co-operatives do..."

This is nationalism in a Neo-colonial bourgeois system. They would have drawn the sympathy of many patriotic Kamerunians.

Here comes a very nationalistic and logically defended demand in the same memorandum :

"Hydro-electric power : One would have thought that the Yoke Power Station in Muyuka would serve as an additional or even stand-by source of cheap electric power supply to most towns and villages in Fako and parts of Meme Divisions. This station was far no just reason closed down in preference to more expensive power all the way from Edea. We think that to concentrate all power resources at one point is unwise and not strategic. Steps should be taken to reopen Yoke and harness our

several potential sources of hydro-electric power".

Nobody can contradict this argument by our élites of West-Kamerun. On this very point of economy, this is what our West-Kamerunian students wrote :

"Tell us what we really benefit from the sitting of a few industries in the South West Province when all unskilled as well as the majority of the skilled labour is recruited from the francophone provinces while our brothers continue to roam the streets jobless".

Still in this aspect of economic discriminations, this is what our South-West élites wrote :

"We consider it a grave injustice against the town of Limbe, that all the oil companies operating offshore of Fako Division, including also SONARA, use the city of Douala as their tax base.

Our complaint has nothing to do with the collection of Central Government taxes as such, but the Council taxes due from all these companies as well as from their employees should properly be paid to the Councils in whose areas the companies operations actually take place. It is obvious to everyone that

Douala is already far more advanced in development than Limbe, and it seems to us immoral and inadmissible that such a situation in which poor Limbe is robbed for the benefit of Douala should be allowed to persist. We suggest that early action be taken to correct this state of affairs by granting Limbe the computed arrears of all such monies illegally directed to Douala".

They continued thus :

"The discrimination against persons from South West province is so profound that even the CDC and SONARA, which are giant corporations located within the province do not have any South Westerners in top management positions. We urge Your Excellency to do something to remove this discrimination".

We prefer asking a question here. Is there a need commenting on lucidly defended grievances like these ones ? All we can say here is that, for good or for bad, the Biya régime should take a deep care of these demands. Social justice, even in a neo-colonial régime, demands that it be so.

But what we ask our compatriots from West-Kamerun, is to never forget that there can never be social justice in a Neo-colonial system.

LANGA WANG

Letter to the Director of "The Voice of Kamerun"

The Director of
"The Voice of Kamerun"
(The Central Organ of
The Cameroon Peoples' Union
(U.P.C.)

Sir,

After having thoroughly studied the positions and activities of the Parliamentarians, Businessmen and other "Influential dignitaries" of the North-West Province, we wish to ask you permit us publish in your news paper, the list of the people, the population of this province hold partially responsible for some of the sufferings of West Kamerunians in our country.

Incompetent and treacherous Members of Parliament :

1) Tita C. ; 2) Ndiwane Paul ; 3) Acha Francis ; 4) Nsakwa Ngi Peter ; 5) Fugwoh James J. ; 6) Mrs Mua Josephine ; 7) Lemlon B. Nsawir ; 8) Kucha Simon.

Most corrupt Businessmen :

1) Daniel Nde Che ; 2) Mofor John ; 3) Awamofor Atanga ; 4) Atanga Nche-Fortoh ; 5) Njontor Ngufor Peter ; 6) Sylvester Teh (Banker).

Accomplices :

1 D' Ghogomu Tapki Robert ; 2) John N. Acha ; 3) Kumfa Nicholas ; 4) Che Maabo Joseph ; 5) Asongwe Nicholas.

Sir, besides the incapacity of the above parliamentarians to represent their constituencies, they are, in perpetual con-

nivance with the above mentioned Businessmen and neo-colonial lackeys, plotting against all the efforts of West Kamerunians trying to work for a multi-party system — the only remaining solution to the political impasse in which the country now finds itself.

We are therefore appealing to you to publish these names so that all Kamerunians, no matter their whereabouts in this world, should know those who are helping Biya to suppress those aspiring for a truly democratic Kamerun.

Thanks in advance for co-operation.
The MANIDEM Section
of Bamenda

GORDJI DINKA'S LIFE ENDANGERED !

According to very reliable sources asking not to be identified for obvious security reasons, Fongum Gordji DINKA is still in "résidence surveillée" and his health is going from bad to worse.

We would like to clearly tell Mr Biya that, if unfortunately it happens that DINKA's life be endangered to a fatal conclusion, then the CPDM government will bear the total responsibility of what will be considered by all Kamerunian democrats as a murder. Let it be clear from now on.

25 YEARS SUFFERING POLITICAL ABUSES, LACK OF DEMOCRACY

West Kamerunians are also complaining about the CNU-CPDM socio-political discriminatory policies. This is what our North-West compatriots wrote in their memorandum presented to Paul Biya :

"The rampant abuses of the basic freedoms and liberties of civilians by gendarmes and the police are unknown to our culture. So also are arbitrary arrests and detentions without trial. Innocent civilians have been murdered by gendarmes and the police without provocation, and the commissions of enquiry have been set up but the findings never made public, nor the culprits punished. These abuses must be stopped and the rights of individuals respected."

This is one of the demands M. Ekani Denis, Secretary of State for Biya's department of repression against the UPC and other Kamerunian patriots and democrats, went to Douala on June 17, 1985 to tell the West Kamerunian elites to stop writing « documents subversifs », or else they shall face « what is now happening to Dinka ».

A joke of « New Deal »

How can a « New Deal policy of political overture », under these types of threats from the government, be accomplished ? At the moment of writing, hundreds of Kamerunians, upstarts and other Kamerunian democrats, are under detention without any charge or trial. We are shocked this is happening despite the solemn appeal by our West Kamerunian elites. Every person, Kamerunians and non-Kamerunians alike, can now testify, just like the UPC, that even with Biya Paul, « father of democracy » in Kamerun, « rampant abuses of the basic freedoms and liberties of civilians, arbitrary arrests and detention without trial », remain exactly the same as under Ahidjo.

Reactionaries are not only francophone

Before we continue analysing the memoranda of our West Kamerunian compatriots, we wish to draw the attention of these compatriots that the foregoing grievance is a key issue they should continue fighting for. They should not feel that rampant abuses of the basic freedoms and liberties of civilians, and also arbitrary arrests and detention without trial, is only « francophone ». This is a general policy installed by foreign imperialist forces, be them French, British, American... This is what is happening now for example in Kenya, which is not a

« francophone » state, but an « anglophone » state. So our Kamerunian compatriots should demystify such an idea, if that happens to be the case.

In this same memorandum, our compatriots continued thus :

« Administration

(I) The school of Administration in Yaoundé is basically french orientated. A similar English orientated school should be established.

(II) A pattern appears to have been established that English-speaking Cameroons can only be appointed to at most a deputy post even though they are more qualified and more experienced than the francophones holding the posts. There should be stability in the public service and appointments to posts of responsibility should be based on seniority, experience and qualification NOT on the basis of confidence and/or discretion. And there should be an established procedure for removing such an officer from office.

(b) In like manner English-speaking Cameroons are either Vice-Ministers or occupy the so-called « anglophone-ministries » where care has been taken to devolve the real decision-making to the state corporations ».

Concerning the first point, the UPC and the Mandem Movement can do nothing other than try to remind our West Kamerunian compatriots that, in the case where a School of Administration (or any other else) has to be established for them, they should do all their best so that it remains Kamerun orientated, and not « English orientated ». If the contrary happens, we shall conclude that they too find it interesting in serving as the watch-dogs of English neo-colonialism.

We have never got tired in our efforts in trying to make the Biya regime understand the necessity of not installing French stereotype institutions in Kamerun, while singing about « bilingualism » at the same time. This type of policy will only help to push our West Kamerunian compatriots to be English-nostalgic. That is the consequence of implanting an autocratic and neo-colonial bourgeois system of French origin in our « bilingual » Kamerun.

Anglophone as qualified as others

As regards to the second and third points, apart from the wrong first sentence, no person who knows Kamerun, and is interested in her political appointments, can contradict these grievances of our West Kamerunian compatriots. A

whole book can even be written on « West kamerunians and deputy posts ». This problem of weak representation of West Kamerun in government and state institutions, is not a new one. It was typical during the Ahidjo reign. It is still the case under Biya's « New Deal policy ».

Before we continue commenting on these points, this is what Jacques Benjamin from Canada wrote in his book entitled « les Camerounais occidentaux, la minorité dans un Etat bicultural » :

« The President on his part, did not conceal the fact that he should have liked to designate more west-Camerounians but for the fact that few of them appeared to be qualified and acceptable. »

This was Ahidjo's explanation on the « inadequate representation of West Kamerun in the federal political life » of our country. It is the same policy Biya is practising today. Every person knows that there are certain ministries which can never be handled by a West Kamerunian. The following conclusion could thus be drawn from this situation, without any fear of being mistaken :

1) - West Kamerunians are « les arrérés » (backwards). This could not have been otherwise given that for a West Kamerunian to be able to participate in the current events of our country, or take a key post of responsibility, he or she has to be able to (1) speak french. (2) - administrate in the french method ; (3) answer « yes sir, yes sir, yes sir » or better « oui missié, oui missié... oui missié, oui missié... »

The question is : Democracy

This « backwardness » can no longer be reversed easily given that the practices have been going on for the past 26 years. West Kamerunians should stop living on illusions. A gradual repair can be done to it only if we destroy the Ahidjo system under which we are still living (now headed by his heir Biya), and install a real progressive, democratic and really nationalistic regime.

(b) - West Kamerunians are not first class citizens. They are at most second-class citizens. Any person who is capable of proving the contrary should stand up and substantiate.

In continuing with the memoranda, this is a point which South West elites wrote once more :

« It is with profound regret that we must report directly to Your Excellency numerous instances in which persons from the South West Province are



The political police SEDOC-DIRDOC-CND Head quarters in Yaoundé. So unpopular that Biya and his reactionary minister Jean Marcel Mengue recently changed its name into « CENER ». The building is near the « Lac » in Yaoundé and most is underground. Here are made most of the decisions to arbitrarily arrest people without any respect of basic freedoms ; and then jail and torture them in the BMM inside the Yaoundé Nkon dengui prison, below.



victimised and openly discriminated against even by Administrative Authorities, sometimes to the extent of calling them « blafrans », which we consider humiliating, provocative, unwarranted, unjustified, seditious, subversive and illegal : we are not and have never been « blafrans » ; even the original « blafrans » have been fully politically re-integrated by amnesty into the federation of Nigeria. We cite hereunder some extremely painful examples of official administrative discrimination and victimisation ».

This is a glaring example of public humiliation. Calling West Kamerunians « blafrans » is an excellent overtire for them to decide on an eventual break-away from the country to identify themselves as non-Kamerunians.

Whatever the case, president Biya cannot go out from one door to the other in the country asking Kamerunians to stop calling West Kamerunians « blafrans ». Any person who engages

himself in such jokes should be prepared to defend himself if it gets worse.

Concerning the issue of public humiliation, Fongum Gorji Dinka wrote nearly the same thing. And even if we may have some divergencies with Mr Dinka on how to solve this capital issue of unification (we don't believe a split is a solution), all the grievances from our compatriots fully meet the support of our party and the Mandem Movement.

What we ask our West Kamerunian compatriots to understand is the following : the division of the Kamerunians into francophones and anglophones is bogus, it is due to imperialist languages and cultures. You can't solve the main problems facing Kamerun today by starting from that point, even if, as we think, it is a crucial problem which is becoming more and more explosive today, due to the reactionary policy implemented by the Ahidjo CNU and continued by Biya's CPDM. One must always

keep in mind this fundamental fact : what's the position of people like Pa Muna, Foncha himself, Endeley, and others ? It's a position of bourgeois, friends of Ahidjo yesterday, of Biya today. You cannot refuse to look at the situation of workers and peasants in East Kamerun, and assimilate it to the situation of people like the CPDM leaders because « they all are francophone ». Such a stand would be crazy. The discrimination in the administration, against West-Kamerunians, fundamentally reflects the balance of forces between the bourgeois groups : the francophone group being stronger than the anglophone. Whenever we consider the Kamerunian issue from the people's interests point of view, we cannot forget this. We must keep in mind that what stands behind the whole question is the fundamental question of democratization of our country.

AFRICA AND THE WORLD**ANTI-IMPERIALIST COLLOQUIUM IN ACCRA**

Convened by the Journal of African Marxists, a revue launched in 1981 and published by a Pan African Collective chaired by Zambian Eli Mwanang'onda and which includes our comrade Amon Mukwedi as a member, a Colloquium

has just met in Accra, Ghana.

The Colloquium was a militant anti-imperialist meeting. More than a hundred of participants came from several African countries and from African communities in Europe. Our

party was present.

The proceedings are to be published as soon as possible, in English (which was the working language during the meeting) as well as in French and probably in Portuguese, in accordance with the JAM policy

which is to do our best to ensure that the revue be read by all African marxists and revolutionaries.

Here is the complete text of the concluding statement adopted by the Colloquium before closing the meeting.

CONCLUDING STATEMENT

**From the first Colloquium held by the Journal of African Marxists (JAM)
on "Crisis and Transformation in Africa"**

Accra, Ghana, August 11-13, 1986

The Colloquium was attended by over a hundred participants from the following countries : Angola, Ghana, Camerun, Kenya, Liberia, Namibia, Nigeria, Senegal, South Africa, Zambia, and Zimbabwe.

The following movements were presents :

— The New Democratic Movement (NDM), The United Front (UF), The Green Book study (GBS), The Trade Union Congress (TUC), The Committees for the Defense of the Revolution (CDR), The Kwame Nkrumah Revolutionary Guards (KNRG), all from Ghana ;

— Swapo ; ANC ; Socialist Workers and Farmers Party of Nigeria (SWFP) ; Ligue Démocratique du Sénégal (LD/MPT) ; the Peoples' Union of Camerun (UPC).

The Colloquium fulfilled the main objectives of the *Journal of African Marxists* which is to provide a forum for the exposition of the fundamentals of Marxism-Leninism in the conditions of Africa.

The meeting noted that the Continent is locked in deep and fundamental crisis of neocolonialism, and concluded that the solution is revolution and social transformation.

The view emerged that there is a need to advance the struggle for the use of scientific socialism as a guide to political and economic independence in Africa.

It was felt that a major concern of Marxist-Leninist in Africa is to struggle for the democratization of society.

Without this, there can be no progress or development. Therefore Marxist-Leninists should strengthen democratic organisations and join in political struggles defence of human rights which is a crucial issue in Africa today. To this end we should co-operate with all progressive forces in Africa.

African Marxists should promote the causes of the labouring people — the workers and peasants —, the oppressed and the disadvantaged in society for their economic, political and social rights.

The Colloquium gave serious consideration to the question of the liberation of women, and concluded that it is a fundamental problem which must be advised with all vigour. Participants recognised the need to improve practices within existing movements and organisations with regard to the woman question. Women must be fully integrated into all levels of struggle to ensure that they take their rightful place as equals with the achievement of democratic and socialist societies.

The meeting expressed solidarity with the ANC and SWAPO, and strongly supported the campaign for mandatory comprehensive sanctions against the apartheid regime. It condemned the positions of Reagan and Thatcher on South Africa and the hypocritical attitudes of the EEC.

The meeting demanded the removal of all foreign military bases from Africa and resolutely condemned the present invasion of Angola by nazi South African

troops. The stand of the frontline states against South Africa was warmly acclaimed.

The participants expressed their solidarity with the Non-Aligned Movement summit to be held shortly in Harare, Zimbabwe, and urged the Heads of states to take a firm stand against apartheid and imperialism.

In pursuance of all the above, the Colloquium urged the development of close co-operation between all progressive forces on the Continent and the realization of concrete solidarity in spirit and action.

In time with its internationalist outlook, the Colloquium affirmed the need for solidarity with all socialist and progressive forces throughout the world.

The meeting warmly thanked the Ghana National Committee of the *Journal of African Marxists* for their tremendous effort in convening the Colloquium ; the Ghana Institute for Management and Public Administration (GIMPA) for the use of their facilities ; the Committees for the Defence of the Revolution (CDR) for their participation, support and the warm message received from the Political Counsellor for the Economic Development of the CDR's and through them, the Government of Ghana.

ACCRA, Ghana, August 13, 1986.

Editor's Note : This statement was adopted and simultaneously published in english, french and portuguese.

JAM, 23 Bevenden Street, LONDON N16BH (UK)

HUMAN RIGHTS FOR KAMERUN JOURNALISTS**Committee To Protect Journalists**

16 West 44th Street, Room 911, New York, N.Y. 10016 • 212/944 7216

APRIL 17, 1986

His Excellency Paul Biya
President of the Republic
Palais de la Présidence
1000 Yaoundé
Republic of Cameroun

Dear Mr. President:

The Committee To Protect Journalists is concerned about the recent detention of our colleagues Nkemayang Paul and Plus Kwendji. According to our information, they were detained in early January in connection with efforts to publish a special 25th anniversary issue of the *Cameroon Times*.

Although we were gratified to learn that the two journalists were released in March, we are disturbed that they were held for several weeks. Moreover, we are distressed that this is not the first time that journalists have been detained or harassed for their professional activities despite the fact that, upon assuming the presidency in 1982, you pledged to foster increased freedom of the press in 1982.

As a nonpartisan organization of U.S. journalists working to protect the human and professional rights of our colleagues worldwide, we hope that your government will remain dedicated to its stated goal of press freedom. We would be grateful to learn about initiatives taken toward this objective.

Thank you for your consideration.

Sincerely,

Barbara Koeppl
Executive Director

His Excellency Paul Biya
April 17, 1986
Page 2

CC: Ambassador Paul Pondi
Ambassador Myles R.W. Frachette
West Africa magazine
Talking Drums magazine
Newswatch magazine
The Newspaper Guild
World Press Freedom Committee
Freedom House
The Society of Professional Journalists
American Society of Publishers Association
Congressional Friends of Human Rights Monitors
Congressional Human Rights Caucus
International Federation of Journalists
International Press Institute
Inider on Censorship
International PEN
Amnesty International (Dutch Section)
Amnesty International
Centre for Investigative Journalism (Canada)

— DO YOU WANT TO TAKE A SUBSCRIPTION
TO THIS JOURNAL ?

— DO YOU WANT TO HAVE A CONTACT WITH
THE UPC ?

YOU CAN WRITE TO THIS ADDRESS :

Dr SIMEON KUSSU
B.P. 32 NOGENT-SUR-OISE
60101 CREIL CEDEX (FRANCE)
SUBSCRIPTION RATE : CFA 5,000 per year
or CFA 10,000 per year for support